

**N° 125 – 1<sup>er</sup> trim. 2006**  
**Mars 2006**



# Sommaire

---

	<b>Page</b>
Synthèse	3
<b>1. L'évolution monétaire et financière</b>	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	5
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	5
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	6
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	8
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	14
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	18
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	22
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	26
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	26
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	27
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	28
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	28
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	30
<b>2. Rappels des taux</b>	
2.1 Taux administrés	32
2.1.1 Taux d'intérêt légal	32
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	32
2.2 Taux du marché	32
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	32
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	33
2.3 Taux de l'usure	33
2.3.1 Crédits aux particuliers	33
2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	34
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	34
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	35
<b>3. Autres activités de l'IEOM</b>	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	38
3.1.1 L'émission de billets CFP	38
3.1.2 L'émission de pièces CFP	39
3.2 Les systèmes d'échanges	40
3.3 Le refinancement	41

**Remarque liminaire**

*L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).*

# Synthèse

---

L'épargne en Polynésie française s'est accrue en 2005, sur un rythme supérieur à celui de 2004 (+6,7 contre +3,9 %). Le montant total des actifs financiers collectés auprès de la clientèle non financière s'est élevé à 414,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2005.

Parmi les principales composantes de l'épargne, seuls les comptes sur livret ont subi la désaffection des agents polynésiens (-3,3 %). A l'inverse, le dynamisme affiché par les dépôts à terme (+14,6 %) permet de tirer les placements liquides vers le haut (+8,2 %). A long terme, les produits d'assurance-vie ont continué de montrer des signes de vigueur au cours de l'année (+15,8 %), tout comme les plans d'épargne logement (+23,8 %). Enfin, les dépôts à vue ont augmenté de 4,3 % entre décembre 2004 et décembre 2005.

En 2005, les particuliers ont été les principaux acteurs de la croissance de l'épargne. Concentrant 61 % de l'ensemble des actifs financiers, ils ont enregistré une hausse de 6,9 % de leur encours. S'agissant des sociétés non financières, détenteurs de 20 % des dépôts, cette expansion a été plus modeste (+1 %).

L'ensemble des concours financiers octroyés par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 454,8 milliards de F CFP. A l'inverse de l'épargne polynésienne dont le rythme de croissance annuel s'est accéléré en 2005, celui des passifs financiers s'est ralenti au cours de cette année : +4,9 % en 2005, contre +6,7 % en 2004. Cette évolution croisée pourrait traduire des inquiétudes qui se formalisent peu à peu dans le comportement des entreprises et des ménages et dans leurs prévisions pour l'année 2006<sup>1</sup>.

Sur l'année, les différentes catégories de concours bancaires ont connu des fortunes diverses. Les crédits à l'habitat (29,9 % de l'encours global) et les crédits de trésorerie (26,9 %) ont affiché des résultats probants avec respectivement +11,8 % et +11,6 % entre décembre 2004 et décembre 2005. En revanche, les crédits à l'équipement (23,9 %), secteurs privé et public confondus, dont le taux de progression annuel a connu un ralentissement progressif depuis quelques trimestres, ont subi une variation de leur encours défavorable en 2005, avec -3,5 %.

Les particuliers ont été les premiers débiteurs des établissements de crédit avec 45,8 % du total des concours octroyés (208,1 milliards de F CFP à fin décembre 2005, +8,8 % sur l'année). Leur dette est composée à 56% de crédits à l'habitat (+9,7 % sur l'année) et de 36 % de crédits de trésorerie (+7,8 %). La demande globale s'est orientée favorablement au cours de l'année, stimulée par le redressement de la consommation des ménages illustré par les augmentations de 6 % des importations de produits alimentaires et de 8 % du nombre d'immatriculations de véhicules neufs. En outre, les Polynésiens ont répondu favorablement aux diverses mesures de soutien au logement prises par les pouvoirs publics en 2005 (prêts à l'aménagement bonifiés et prêts à l'habitat bonifiés).

La demande de financement de la part des entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) s'est inscrite en hausse de 4,8 % sur les douze derniers mois pour atteindre 163,9 milliards de F CFP. Cette évolution résulte essentiellement d'une forte sollicitation de crédits de trésorerie (+18,8 %) tandis que les crédits d'équipement sont en repli de 1,6 % en glissement annuel, en raison d'un fléchissement progressif de l'investissement des entreprises au cours du second semestre 2005.

L'encours des crédits accordés aux administrations publiques locales s'est établi à 63,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2005. Il s'est contracté de 3 % en glissement annuel, en raison du recul de leurs crédits d'équipement (-6 %).

A fin décembre 2005, la masse monétaire M3 s'est établie à 329 milliards de F CFP, contre 308 milliards un an auparavant. Cette croissance de 6,8 %, qui s'est matérialisée essentiellement dans les dépôts à terme (+14,6 %) et les dépôts à vue (+4,3 %), est imputable en grande partie à l'impulsion des avoirs extérieurs qui, par ailleurs, a été compensée par une évolution de même ampleur des engagements du système bancaire.

---

<sup>1</sup> Cf. Bulletin trimestriel de conjoncture économique n°125 – 1<sup>er</sup> trimestre 2006.



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 1.1.1 Ensemble des actifs financiers

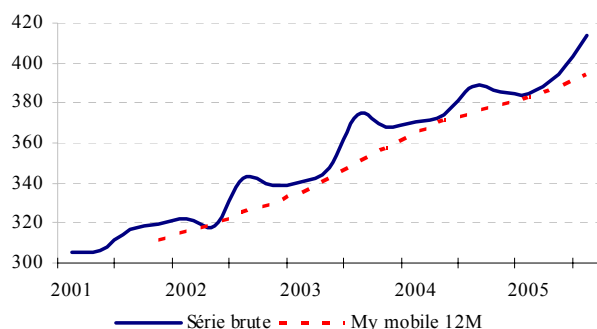
#### Commentaires :

L'épargne en Polynésie française a connu une phase d'accélération au cours de l'année 2005, le taux de croissance annuel de l'ensemble des placements au 31 décembre a atteint 6,7 % (3,9 % en 2004), pour un montant de 414,1 milliards de F CFP (388,2 milliards en 2004).

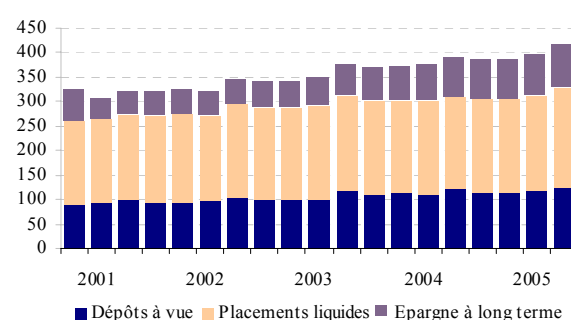
L'ensemble de ses composantes s'est inscrit en hausse en glissement annuel, avec toutefois une progression plus marquée pour les placements liquides (+8,2 %), sous l'impulsion des dépôts à terme (+14,6 %). Les produits d'épargne à long terme (+6,6 %) ont continué à s'attirer les faveurs des Polynésiens, l'assurance-vie (+15,8 %) et les plans d'épargne logement (+23,8 %) ont en effet connu un vif succès en 2005. Pour leur part, les dépôts à vue ont crû de 4,3 %.

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	déc-04	juin-05	déc-05
<b>Actifs financiers.....</b>	<b>388 225</b>	<b>385 333</b>	<b>384 548</b>	<b>394 000</b>	<b>414 142</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>6,7%</b>
<b>Dépôts à vue.....</b>	<b>119 860</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Placements liquides.....</b>	<b>189 791</b>	<b>191 845</b>	<b>189 018</b>	<b>194 088</b>	<b>205 379</b>	<b>-1,7%</b>	<b>1,4%</b>	<b>8,2%</b>
Comptes sur livret.....	81 284	80 244	78 956	78 104	78 605	3,5%	-0,8%	-3,3%
Cptes d'épargne logement.	246	250	254	251	250	14,4%	15,6%	1,6%
Dépôts à terme.....	72 052	75 764	74 382	78 851	82 580	-6,2%	11,7%	14,6%
OPCVM monétaires.....	12 110	15 245	12 232	11 574	12 868	-21,6%	-18,9%	6,3%
Divers.....	24 099	20 343	23 193	25 308	31 076	9,6%	-6,8%	29,0%
<b>Epargne à long terme....</b>	<b>78 574</b>	<b>79 097</b>	<b>80 598</b>	<b>83 602</b>	<b>83 785</b>	<b>24,9%</b>	<b>13,3%</b>	<b>6,6%</b>
Actions - obligations.....	5 762	5 686	5 722	5 630	5 510	-1,0%	0,2%	-4,4%
OPCVM non monétaires..	30 717	29 591	29 965	30 144	28 753	40,5%	12,8%	-6,4%
Plans d'épargne logement	9 633	10 183	10 609	11 200	11 921	32,0%	26,1%	23,8%
Assurance-vie .....	32 462	33 637	34 302	36 628	37 601	16,2%	12,5%	15,8%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

### Commentaires :

Au 31 décembre 2005, l'encours des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux et institutions financières pour leur propre compte s'est élevé à 329,4 milliards de F CFP. Son rythme de croissance annuel s'est accéléré au cours des douze derniers mois : de +1,5 % en 2004, il est passé à +7,2 % en 2005.

#### *Les dépôts à vue*

Les dépôts à vue se sont établis à 125 milliards de F CFP à fin décembre 2005, contre 120 milliards en décembre 2004. Sur un an, leur taux d'accroissement a été de l'ordre de 4,3 %, contre +1,8 % un an auparavant.

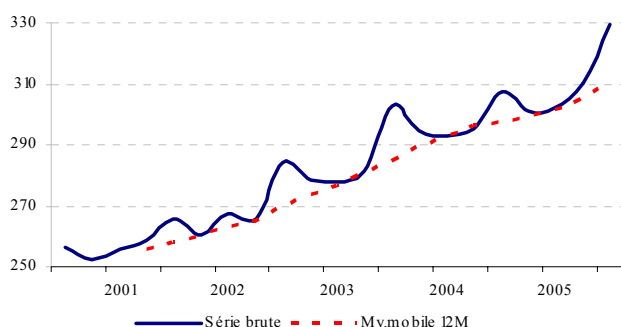
#### *Les placements liquides*

Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme) ont enregistré une augmentation de 8,3 % en glissement annuel, à 192,5 milliards de F CFP (177,7 milliards à fin décembre 2004).

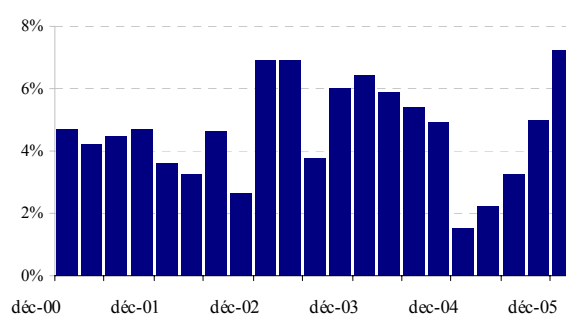
Dans le détail, les dépôts à terme ont montré des signes de vigueur tout au long de l'année : leur encours est passé de 72,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2004 à 82,6 milliards au terme de l'année 2005, soit +14,6 %. Pour leur part, les certificats de dépôts ont quasiment doublé (17,5 milliards de F CFP en 2005 contre 8,8 milliards en 2004) en raison de mouvements de fonds importants réalisés en fin d'année dans le cadre d'investissements en défiscalisation. Quant aux comptes sur livrets, leur faible rémunération a pesé de manière défavorable sur l'évolution de leur encours, en repli de 3,3 % en rythme annuel.

Les plans d'épargne logement ont continué d'afficher un certain dynamisme, avec un taux de croissance annuel de 23,8 % pour un total de 11,9 milliards de F CFP.

**Dépôts collectés par les EC locaux**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**



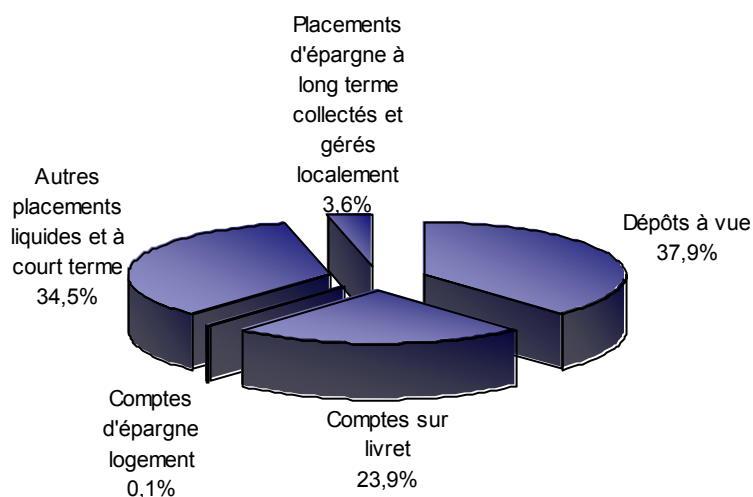


# 1. L'évolution monétaire et financière

## Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	déc-04	juin-05	déc-05
<b>Dépôts à vue</b>	<b>119 860</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
dont banques locales	113 743	107 368	108 779	109 800	118 380	1,8%	1,6%	4,1%
<b>Comptes sur livret</b>	<b>81 284</b>	<b>80 244</b>	<b>78 956</b>	<b>78 104</b>	<b>78 605</b>	<b>3,5%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-3,3%</b>
<b>Comptes d'épargne logement</b>	<b>246</b>	<b>250</b>	<b>254</b>	<b>251</b>	<b>250</b>	<b>14,4%</b>	<b>15,6%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>96 151</b>	<b>96 106</b>	<b>97 576</b>	<b>104 159</b>	<b>113 656</b>	<b>-2,7%</b>	<b>6,6%</b>	<b>18,2%</b>
Dépôts à terme	72 052	75 764	74 382	78 851	82 580	-6,2%	11,7%	14,6%
Bons de caisse	15 315	12 801	12 789	12 220	13 590	13,7%	-19,6%	-11,3%
Certificats de dépôts	8 784	7 542	10 405	13 088	17 486	3,1%	15,7%	99,1%
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>297 541</b>	<b>290 991</b>	<b>291 718</b>	<b>298 823</b>	<b>317 489</b>	<b>0,7%</b>	<b>2,6%</b>	<b>6,7%</b>
dont banques locales	291 424	283 969	285 565	292 313	310 891	0,7%	2,6%	6,7%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>9 633</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>32,0%</b>	<b>22,9%</b>	<b>23,8%</b>
Plans d'épargne logement	9 633	10 183	10 609	11 200	11 921	32,0%	22,9%	23,8%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>307 174</b>	<b>301 174</b>	<b>302 328</b>	<b>310 023</b>	<b>329 410</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,2%</b>	<b>7,2%</b>
dont banques locales	301 057	294 151	296 174	303 514	322 812	1,5%	3,2%	7,2%

## Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2005



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

### Commentaires :

La croissance de l'épargne collectée pour le compte d'institutions extérieures a été moins nette qu'en 2004, l'encours global a progressé de 4,5 % sur l'année, contre +14 % en 2004, pour atteindre 84,7 milliards de F CFP. Cette épargne a représenté 20,5 % de l'ensemble des actifs financiers.

#### Placements liquides et à court terme

Les placements liquides et à court terme, entièrement constitués d'OPCVM monétaires, se sont inscrits en hausse de 6,3 % entre décembre 2004 et décembre 2005, passant de 12,1 milliards de F CFP à 12,9 milliards de F CFP.

#### Placements d'épargne à long terme

Le rythme de progression annuel des placements à long terme s'est ralenti. Avec un encours de 71,9 milliards de F CFP, ces derniers ont enregistré une hausse de leur encours de 4,2 % à fin décembre 2005, contre +24 % à fin décembre 2004.

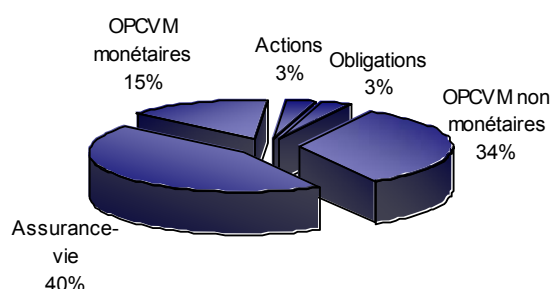
En dépit de la vigueur des marchés boursiers en 2005, les épargnants polynésiens ont fait preuve d'une certaine prudence vis-à-vis des produits spéculatifs. Les OPCVM non monétaires se sont repliés de 6,4 % en l'espace d'un an tandis que l'encours des actions n'a crû que de 2,8 %.

En revanche, l'attrait des produits d'assurance-vie<sup>1</sup> ne s'est pas démenti au cours de l'année 2005, avec un taux de croissance annuel de 15,8 %.

### Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montant en millions de F CFP au					déc-04	juin-05	déc-05
	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005			
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>12 110</b>	<b>15 245</b>	<b>12 232</b>	<b>11 574</b>	<b>12 868</b>	<b>-21,6%</b>	<b>-18,9%</b>	<b>6,3%</b>
OPCVM monétaires	12 110	15 245	12 232	11 574	12 868	-21,6%	-18,9%	6,3%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>68 941</b>	<b>68 914</b>	<b>69 989</b>	<b>72 401</b>	<b>71 864</b>	<b>24,0%</b>	<b>11,5%</b>	<b>4,2%</b>
Actions	2 571	2 538	2 665	2 629	2 644	6,8%	11,0%	2,8%
Obligations	3 191	3 148	3 057	3 001	2 866	-6,5%	-7,6%	-10,2%
OPCVM non monétaires	30 717	29 591	29 965	30 144	28 753	40,5%	12,8%	-6,4%
Assurances-vie	32 462	33 637	34 302	36 628	37 601	16,2%	12,5%	15,8%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>81 051</b>	<b>84 159</b>	<b>82 221</b>	<b>83 976</b>	<b>84 732</b>	<b>14,0%</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,5%</b>

### Répartition des placements par produits au 31 décembre 2005



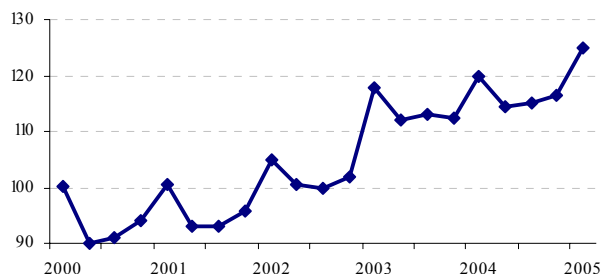
<sup>1</sup> Il convient de préciser qu'une partie seulement des produits d'« assurances-vie » est collectée par les établissements de crédit.

## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

### Dépôts à vue

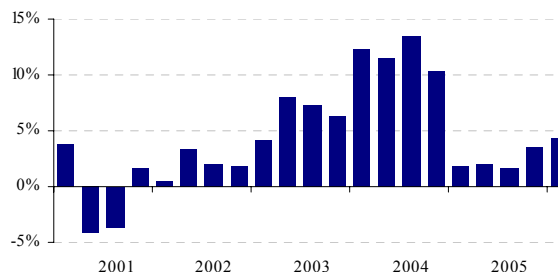
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

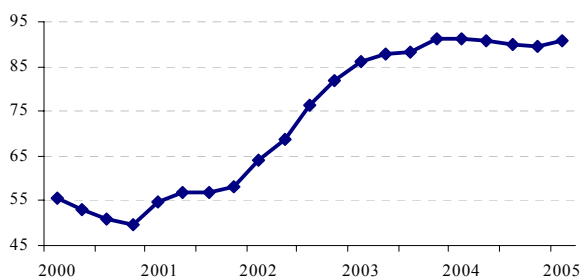
(en glissement annuel)



### Comptes d'épargne à régime spécial

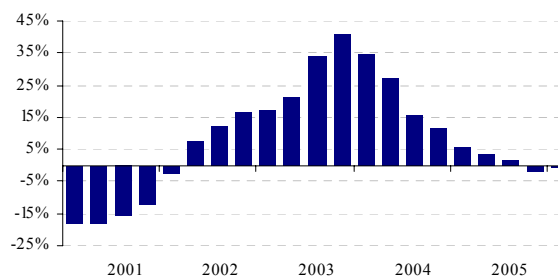
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

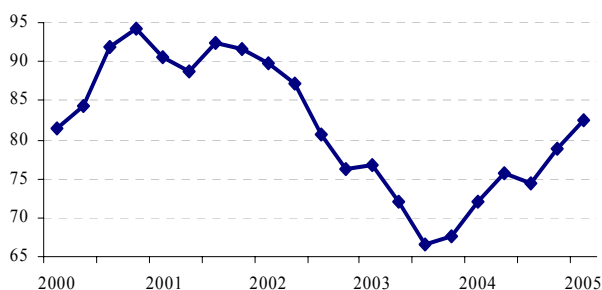
(en glissement annuel)



### Comptes créditeurs à terme

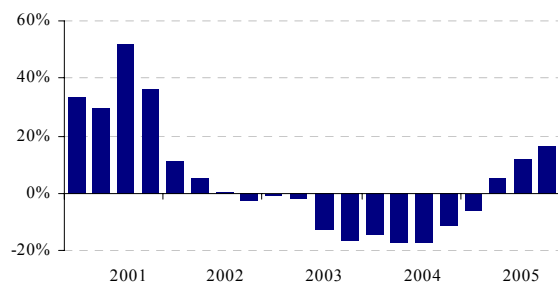
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)

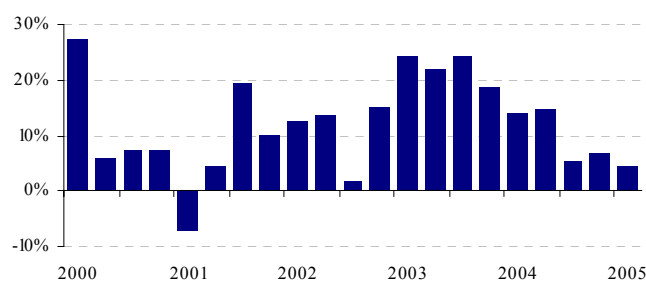
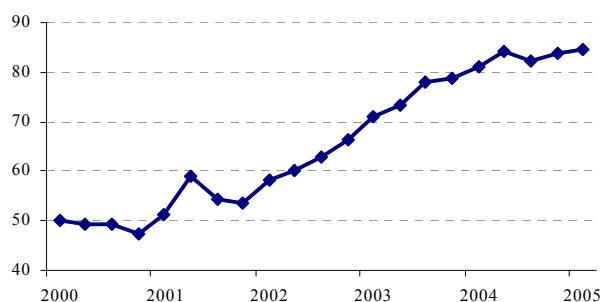


#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

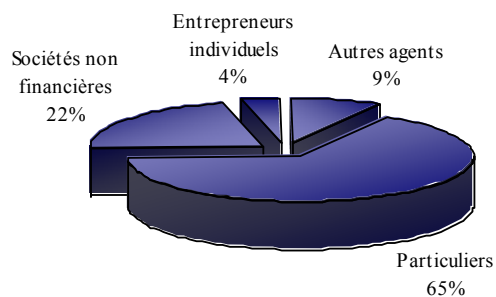


# 1. L'évolution monétaire et financière

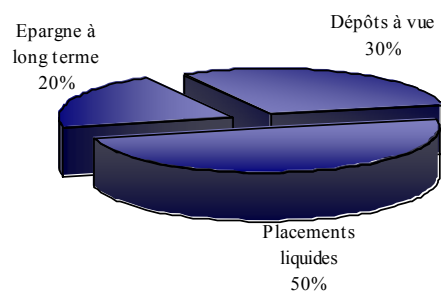
---

## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS AU 30 SEPTEMBRE 2005

### Par agent économique



### Par catégorie de produits



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.4 Actifs financiers par agent économique

### DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/04	Parts	30/06/05	Parts	31/12/05	Parts	déc-04	juin-05	déc-05
<b>Dépôts à vue</b>	<b>119 860</b>		<b>114 933</b>		<b>124 979</b>		<b>1,8%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
Sociétés non financières	48 470	40%	40 165	35%	49 627	40%	- 1,8%	- 4,9%	2,4%
Entrepreneurs individuels	12 851	11%	12 078	11%	12 556	10%	9,4%	7,0%	- 2,3%
Particuliers	48 357	40%	51 766	45%	52 868	42%	4,5%	2,3%	9,3%
Autres agents résidents	7 765	6%	9 168	8%	8 401	7%	-17,2%	26,4%	8,2%
Non résidents	2 416	2%	1 756	2%	1 527	1%	133,3%	2,5%	-36,8%
<b>Autres dépôts</b>	<b>168 898</b>		<b>166 381</b>		<b>175 024</b>		<b>- 0,1%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,6%</b>
Sociétés non financières	30 273	18%	27 822	17%	29 657	17%	8,1%	1,6%	- 2,0%
Entrepreneurs individuels	10 569	6%	9 460	6%	10 486	6%	- 8,3%	-10,7%	- 0,8%
Particuliers	122 635	73%	122 966	74%	128 343	73%	- 1,0%	3,4%	4,7%
Autres agents résidents	3 907	2%	4 003	2%	4 228	2%	-11,5%	- 4,4%	8,2%
Non résidents	1 514	1%	2 130	1%	2 310	1%	23,3%	67,0%	52,6%
<b>Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)</b>	<b>288 758</b>		<b>281 315</b>		<b>300 003</b>		<b>0,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>9 633</b>		<b>10 609</b>		<b>11 921</b>		<b>32,0%</b>	<b>22,9%</b>	<b>23,8%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	432	4%	490	5%	547	5%	28,2%	19,1%	26,6%
Particuliers	9 200	96%	10 119	95%	11 374	95%	32,2%	23,1%	23,6%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des dépôts locaux à LT</b>	<b>9 633</b>		<b>10 609</b>		<b>11 921</b>		<b>-</b>	<b>22,9%</b>	<b>23,8%</b>
Sociétés non financières	78 743	26%	67 987	23%	79 284	25%	1,8%	- 2,3%	0,7%
Entrepreneurs individuels	23 852	8%	22 028	8%	23 589	8%	2,5%	- 1,2%	- 1,1%
Particuliers	180 192	60%	184 852	63%	192 585	62%	5,9%	4,0%	6,9%
Autres agents résidents	11 672	4%	13 171	5%	12 629	4%	-15,4%	15,1%	8,2%
Non résidents	3 930	1%	3 886	1%	3 837	1%	73,7%	30,0%	- 2,4%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	<b>8 784</b>		<b>10 405</b>		<b>17 486</b>		<b>3,1%</b>	<b>15,7%</b>	<b>99,1%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>307 175</b>		<b>302 329</b>		<b>329 410</b>		<b>1,5%</b>	<b>3,2%</b>	<b>7,2%</b>

### ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP au						Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/04	Parts	30/06/05	Parts	31/12/05	Parts	déc-04	juin-05	déc-05
<b>Total</b>	<b>81 051</b>		<b>84 159</b>		<b>84 732</b>		<b>14,0%</b>	<b>8,1%</b>	<b>4,5%</b>
Sociétés non financières	2 952	4%	3 507	4%	3 190	4%	-57,1%	- 5,1%	8,1%
Entrepreneurs individuels	929	1%	955	1%	783	1%	-47,9%	23,5%	-15,7%
Particuliers	57 337	71%	58 551	70%	61 308	72%	10,0%	1,5%	6,9%
Autres agents résidents	19 833	24%	21 146	25%	19 451	23%	92,7%	34,8%	- 1,9%

#### Commentaires :

Au 31 décembre 2005, la structure de l'épargne par agent économique apparaît comme suit :

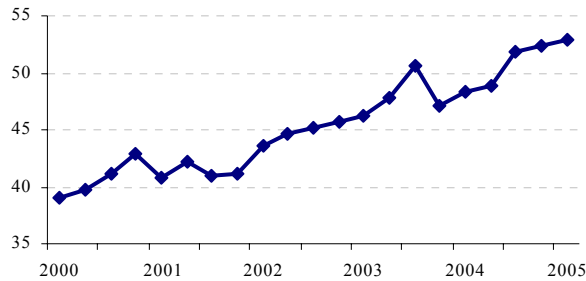
- les particuliers détiennent 62 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 72 % de ceux gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 192,6 et 61,3 milliards de F CFP ;
- les sociétés non financières détiennent 25 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (79,3 milliards de F CFP) et 4 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (3,2 milliards) ;
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente globalement 13 % de l'encours total des dépôts collectés localement.

# 1. L'évolution monétaire et financière

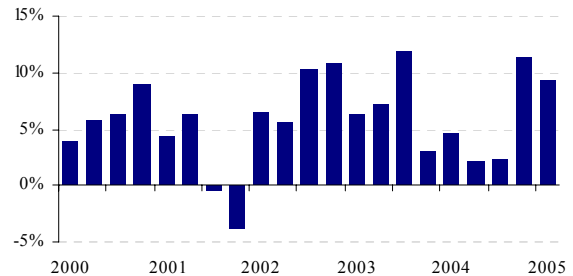
## LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

### Dépôts à vue

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

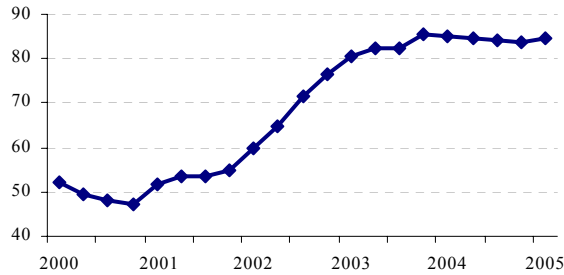


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

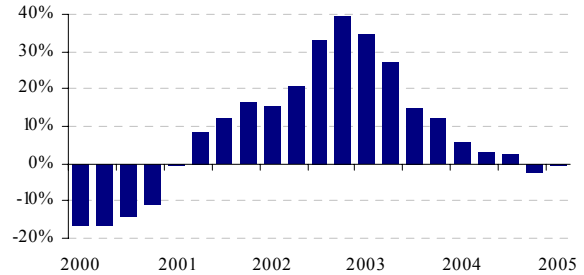


### Comptes d'épargne à régime spécial

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

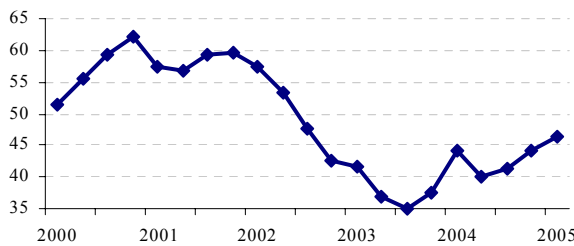


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

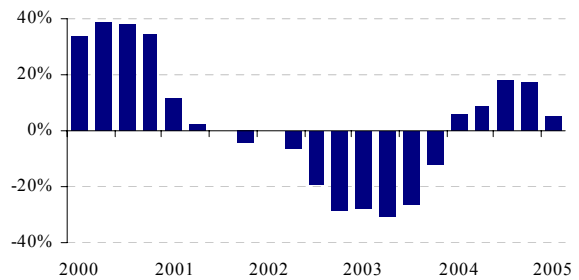


### Comptes créditeurs à terme

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

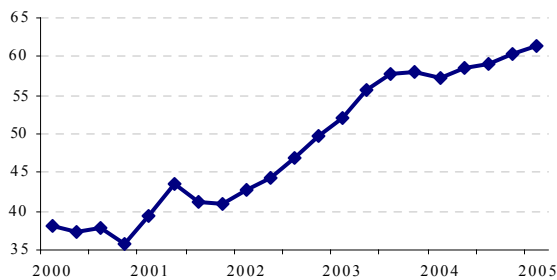


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

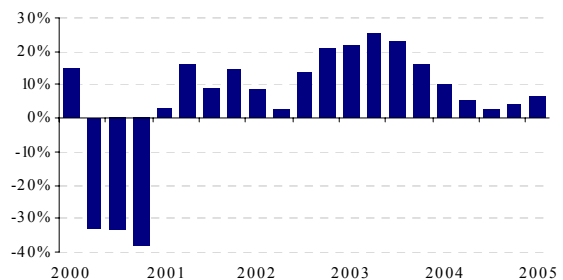


### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

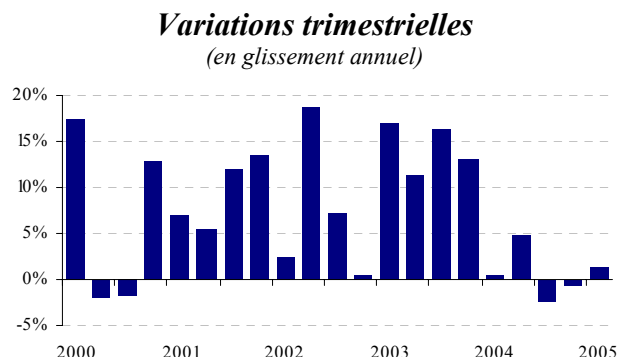
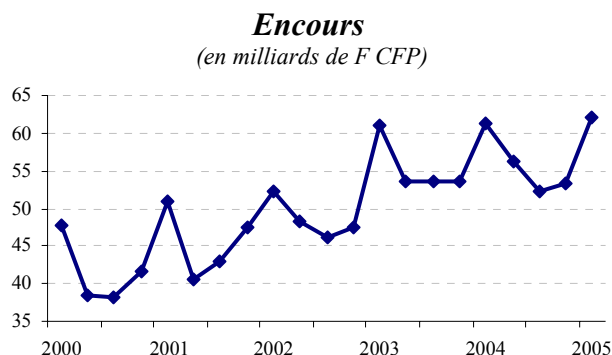


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

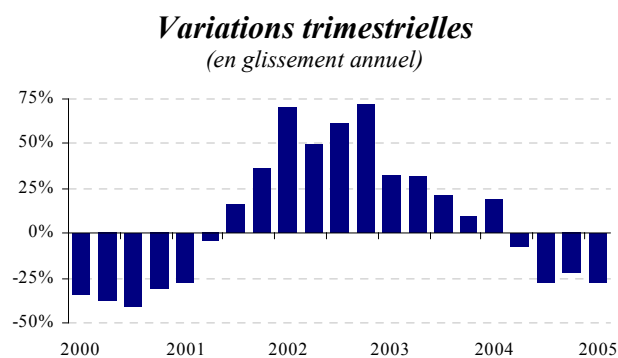
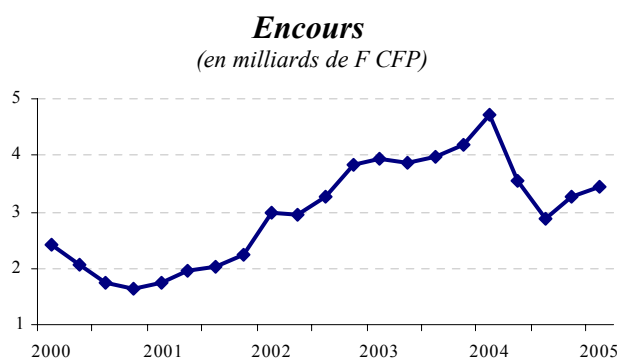


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

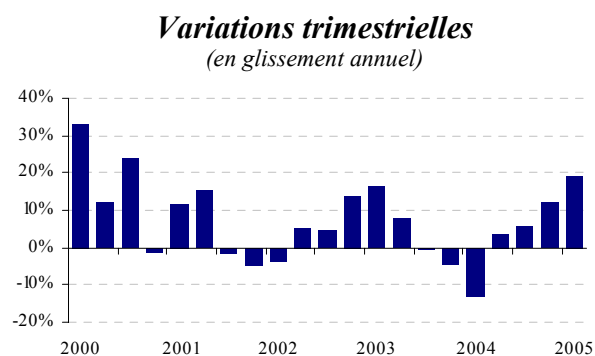
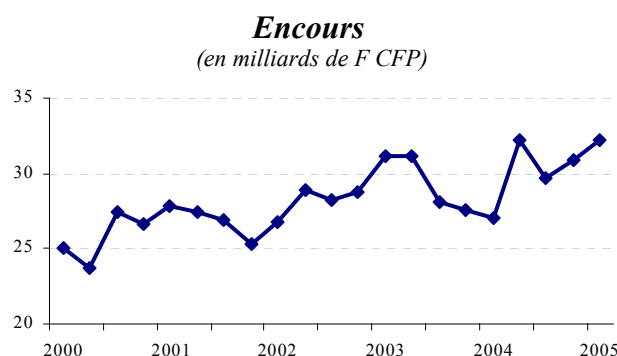
### Dépôts à vue



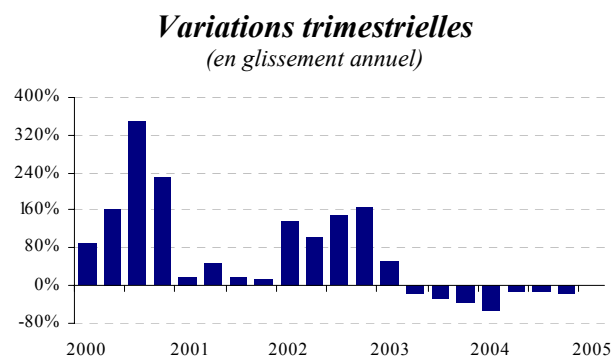
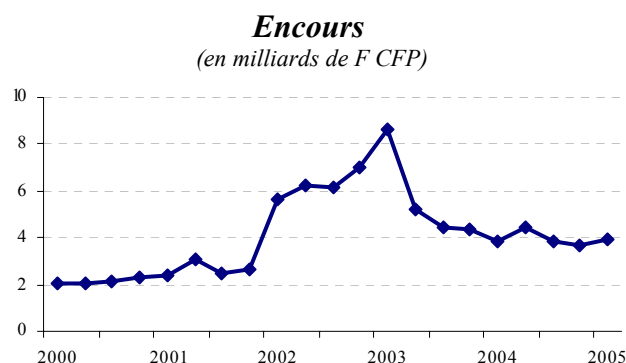
### Comptes d'épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

#### Commentaires :

L'encours global des concours de caractère bancaire octroyés en Polynésie française s'est élevé à 454,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2005, en progression de 4,9 % en glissement annuel (+6,7 % à fin décembre 2004). Il est principalement réparti entre les crédits à l'habitat (29,9 % du total), de trésorerie (26,9 %) et à l'équipement (23,9 %).

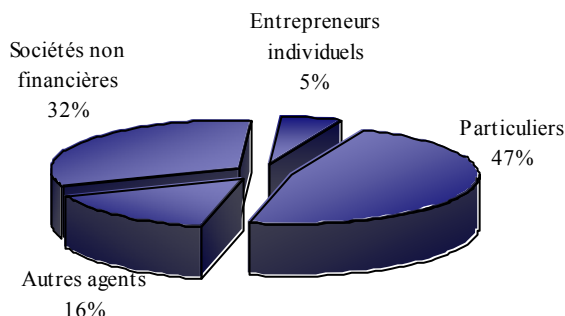
Les crédits à l'habitat ont constitué le principal poste des concours accordés en 2005, avec un encours de 136,1 milliards de F CFP au terme de l'année, contre 121,7 milliards un an plus tôt, soit +11,8 %. Cette croissance a été sensible, que ce soit dans la zone d'émission (+10,3 %) ou hors zone (+22,1 %).

Entre décembre 2004 et décembre 2005, les crédits de trésorerie sont passés de 109,8 milliards de F CFP à 122,5 milliards. Ceux-ci ont enregistré une hausse de 11,6 % de leur encours, soutenue essentiellement par un recours accru de la part des sociétés non financières (+18,2 %) et des particuliers (+7,8 %).

En revanche, les crédits à l'équipement se sont inscrits en retrait de 3,5 % en rythme annuel, à 108,7 milliards de F CFP. Si les concours distribués par les banques locales se sont maintenus au même niveau au cours de l'année, ceux sollicités auprès des établissements situés hors zone d'émission se sont repliés de 6,7 %, la baisse s'accroissant au cours du second semestre de l'année.

S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, les comptes ordinaires débiteurs se sont contractés de 11,8 % alors que les créances douteuses nettes ont crû de 6,6 %. Enfin, la part des créances douteuses brutes sur l'encours global a peu évolué, passant de 4,3 % à 4,4 %.

#### Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place au 31 décembre 2005





# 1. L'évolution monétaire et financière

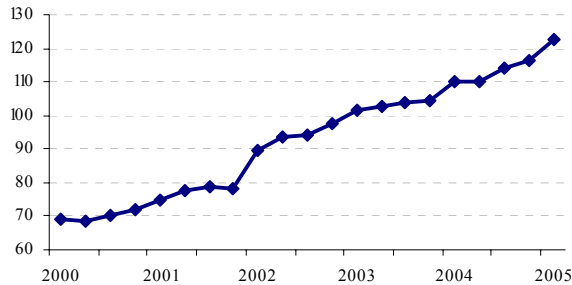
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
(toutes zones d'émission confondues)												
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %			
	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005	
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 109</b>	<b>2 639</b>	<b>3 194</b>	<b>3 317</b>	<b>3 593</b>	<b>-11,5%</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>15,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,8%</b>	
Sociétés non financières	2 971	2 487	2 997	3 085	3 376	- 6,3%	- 4,7%	13,6%	0,7%	0,7%	0,7%	
Entrepreneurs individuels	134	152	197	232	217	-60,3%	-21,3%	61,9%	0,0%	0,0%	0,0%	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	0	0	0	0	56	-	-	-	-	-	-	
Non résidents	4	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>109 807</b>	<b>109 922</b>	<b>113 795</b>	<b>116 499</b>	<b>122 538</b>	<b>8,0%</b>	<b>9,4%</b>	<b>11,6%</b>	<b>25,3%</b>	<b>26,0%</b>	<b>26,9%</b>	
Sociétés non financières	31 892	31 882	33 283	35 386	37 691	9,2%	11,9%	18,2%	7,4%	7,6%	8,3%	
Entrepreneurs individuels	4 961	4 805	5 372	5 557	6 081	5,3%	5,9%	22,6%	1,1%	1,2%	1,3%	
Particuliers	70 164	70 680	71 787	72 628	75 641	6,7%	7,9%	7,8%	16,2%	16,4%	16,6%	
Autres agents résidents	2 751	2 523	3 325	2 893	3 097	40,4%	24,4%	12,6%	0,6%	0,8%	0,7%	
Non résidents	39	32	29	35	28	50,0%	-16,6%	-28,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>112 646</b>	<b>111 560</b>	<b>110 548</b>	<b>106 954</b>	<b>108 665</b>	<b>3,3%</b>	<b>2,5%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>26,0%</b>	<b>25,3%</b>	<b>23,9%</b>	
Sociétés non financières	47 518	48 222	48 091	45 516	46 717	- 4,8%	7,8%	- 1,7%	11,0%	11,0%	10,3%	
Entrepreneurs individuels	5 142	5 006	5 134	5 067	5 111	- 4,4%	- 2,5%	- 0,6%	1,2%	1,2%	1,1%	
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	58 076	56 383	55 358	54 306	54 609	8,1%	- 0,7%	- 6,0%	13,4%	12,6%	12,0%	
Non résidents	1 910	1 949	1 965	2 065	2 228	-	- 9,9%	16,6%	0,4%	0,4%	0,5%	
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>121 725</b>	<b>124 111</b>	<b>127 597</b>	<b>130 881</b>	<b>136 110</b>	<b>6,9%</b>	<b>8,6%</b>	<b>11,8%</b>	<b>28,1%</b>	<b>29,2%</b>	<b>29,9%</b>	
Sociétés non financières	10 557	10 681	10 944	11 586	12 519	30,5%	21,0%	18,6%	2,4%	2,5%	2,8%	
Entrepreneurs individuels	4 882	5 060	5 186	5 448	5 648	9,3%	12,6%	15,7%	1,1%	1,2%	1,2%	
Particuliers	105 931	107 105	110 188	113 371	116 240	5,4%	7,1%	9,7%	24,4%	25,2%	25,6%	
Autres agents résidents	99	959	900	82	1 275	-85,6%	24,4%	1187,9%	0,0%	0,2%	0,3%	
Non résidents	256	304	379	394	428	122,6%	97,4%	67,2%	0,1%	0,1%	0,1%	
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>23 126</b>	<b>20 471</b>	<b>19 140</b>	<b>22 125</b>	<b>20 388</b>	<b>6,4%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>-11,8%</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,5%</b>	
Sociétés non financières	17 601	14 152	13 374	16 899	14 572	18,3%	- 1,2%	-17,2%	4,1%	3,1%	3,2%	
Entrepreneurs individuels	1 289	1 215	1 499	1 556	1 556	-19,8%	6,7%	20,7%	0,3%	0,3%	0,3%	
Particuliers	2 447	3 431	3 546	3 526	3 828	-35,3%	6,9%	56,4%	0,6%	0,8%	0,8%	
Autres agents résidents	1 388	1 342	691	116	394	33,5%	-31,0%	-71,6%	0,3%	0,2%	0,1%	
Non résidents	401	330	30	28	38	- 4,5%	-93,8%	-90,5%	0,1%	0,0%	0,0%	
<b>Autres crédits</b>	<b>39 185</b>	<b>39 465</b>	<b>42 073</b>	<b>37 297</b>	<b>41 734</b>	<b>10,5%</b>	<b>9,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>9,0%</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,2%</b>	
Sociétés non financières	22 462	20 405	22 361	18 773	23 276	0,3%	- 3,5%	3,6%	5,2%	5,1%	5,1%	
Entrepreneurs individuels	3 959	3 947	3 750	3 538	3 887	25,6%	- 3,9%	- 1,8%	0,9%	0,9%	0,9%	
Particuliers	9 024	9 553	9 849	9 959	8 884	27,0%	26,2%	- 1,6%	2,1%	2,3%	2,0%	
Autres agents résidents	3 115	4 976	5 315	4 233	3 537	11,5%	90,2%	13,5%	0,7%	1,2%	0,8%	
Non résidents	625	585	798	794	2 150	ns	ns	ns	0,1%	0,2%	0,5%	
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>6 964</b>	<b>6 689</b>	<b>6 114</b>	<b>6 444</b>	<b>7 421</b>	<b>18,2%</b>	<b>-14,5%</b>	<b>6,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,6%</b>	
Sociétés non financières	2 013	1 770	1 566	1 866	1 867	-14,8%	-36,6%	- 7,3%	0,5%	0,4%	0,4%	
Entrepreneurs individuels	1 026	2 222	1 156	1 223	1 411	-26,2%	- 6,5%	37,5%	0,2%	0,3%	0,3%	
Particuliers	3 746	2 523	3 216	3 196	3 517	75,9%	- 1,7%	- 6,1%	0,9%	0,7%	0,8%	
Autres agents résidents	11	7	7	4	488	57,5%	-17,5%	ns	0,0%	0,0%	0,1%	
Non résidents	168	166	168	155	138	ns	ns	ns	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Autres concours non ventilés</b>	<b>5 136</b>	<b>2 890</b>	<b>1 860</b>	<b>1 966</b>	<b>1 928</b>	<b>23,5%</b>	<b>-52,5%</b>	<b>-62,5%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	
<b>TOTAL NET</b>	<b>421 698</b>	<b>417 747</b>	<b>424 321</b>	<b>425 482</b>	<b>442 377</b>	<b>6,7%</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,9%</b>	<b>97,3%</b>	<b>96,9%</b>	<b>97,3%</b>	
Sociétés non financières	135 014	129 600	132 616	133 111	140 018	3,9%	6,2%	3,7%	31,2%	30,3%	30,8%	
Entrepreneurs individuels	21 393	22 409	22 294	22 621	23 911	1,7%	2,6%	11,8%	4,9%	5,1%	5,3%	
Particuliers	191 312	193 292	198 586	202 680	208 110	6,7%	8,4%	8,8%	44,1%	45,4%	45,8%	
Autres agents résidents	65 440	66 190	65 596	61 633	63 456	8,7%	4,2%	- 3,0%	15,1%	15,0%	14,0%	
Non résidents	3 403	3 367	3 369	3 471	5 010	497,0%	- 8,4%	47,2%	0,8%	0,8%	1,1%	
non ventilés par agents résidents	5 136	2 890	1 860	1 966	1 928	11,5%	211,5%	411,5%	1,2%	0,4%	0,4%	
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>11 640</b>	<b>11 095</b>	<b>13 351</b>	<b>12 374</b>	<b>12 399</b>	<b>7,1%</b>	<b>18,9%</b>	<b>6,5%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,7%</b>	
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>433 338</b>	<b>428 841</b>	<b>437 672</b>	<b>437 856</b>	<b>454 776</b>	<b>6,7%</b>	<b>5,9%</b>	<b>4,9%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	
Taux créances douteuses brutes	4,3%	4,1%	4,4%	4,3%	4,4%	7,1%	0,0%	1,5%				
Taux de provisionnement	62,6%	62,4%	68,6%	65,8%	62,6%	- 2,0%	12,2%	- 0,0%				

# 1. L'évolution monétaire et financière

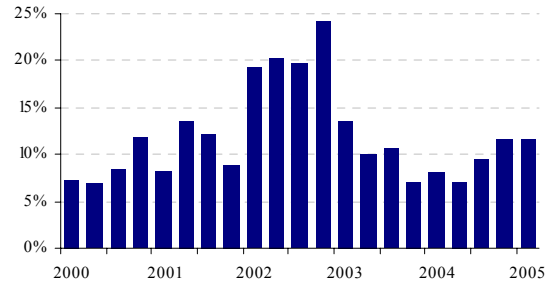
## LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

### Crédits de trésorerie

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

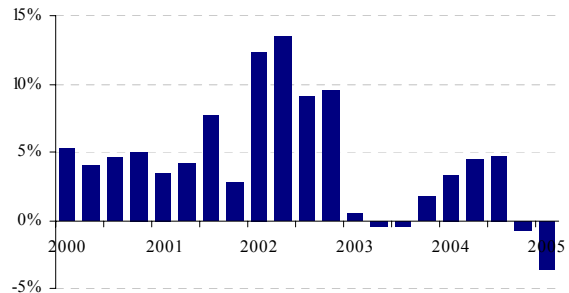


### Crédits à l'équipement

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

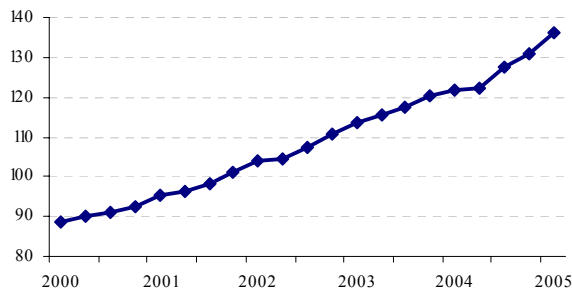


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

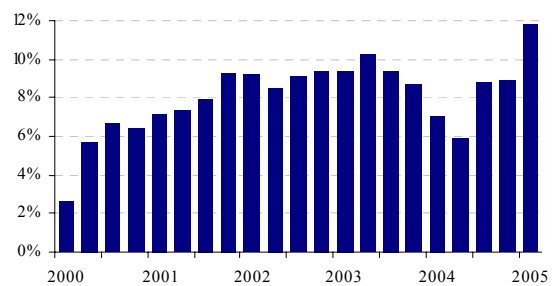


### Crédits à l'habitat

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

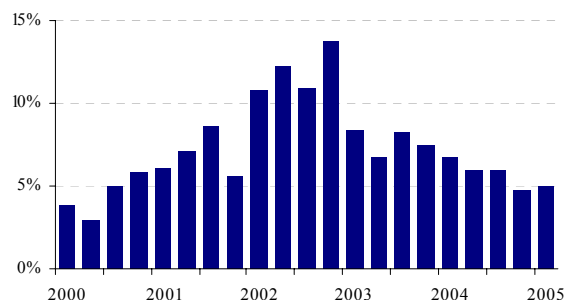


### Ensemble des crédits

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)



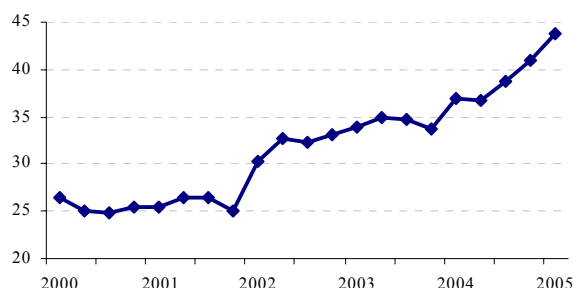
## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

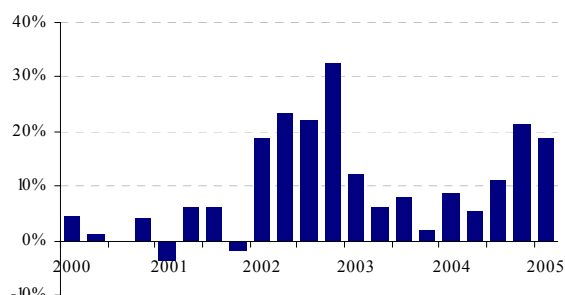
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)

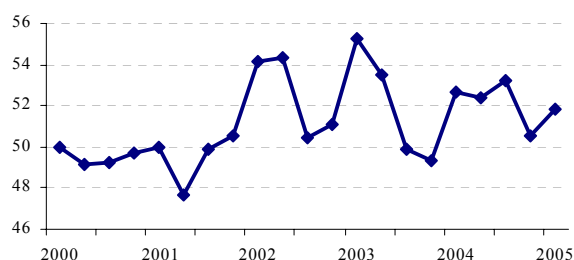


### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

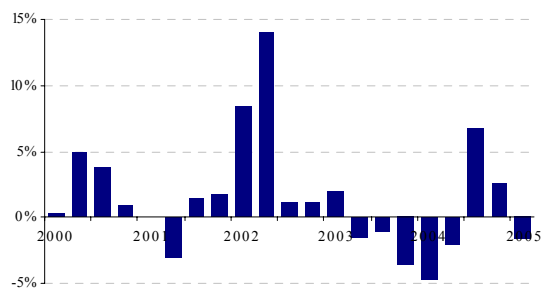
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

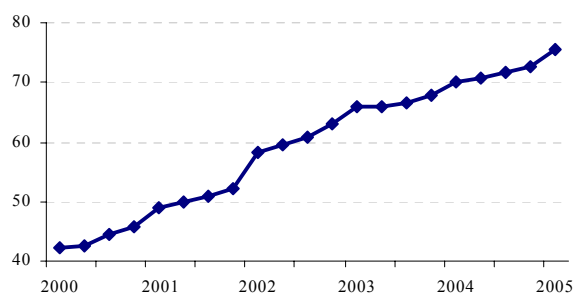
(en glissement annuel)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

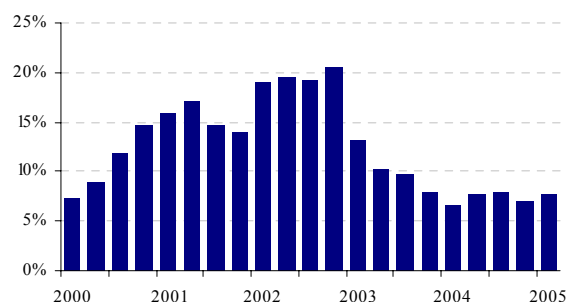
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

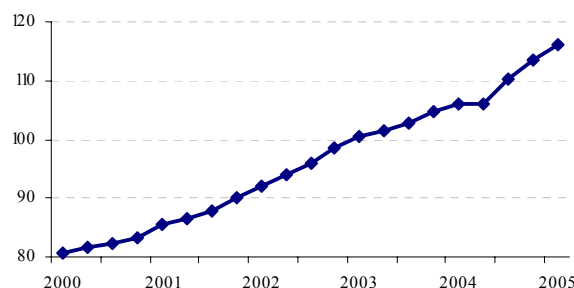
(en glissement annuel)



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

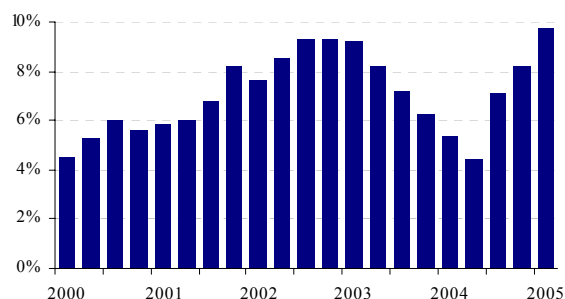
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

### Commentaires :

Au 31 décembre 2005, les concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédit locaux ont atteint 373,8 milliards de F CFP. Ceux-ci ont certes poursuivi leur progression (+6,8 %), mais sur un rythme de croissance annuel moins élevé qu'en 2004 (+8,5 %).

### Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'habitat, premier poste des crédits octroyés avec 116,9 milliards de F CFP (31,3 % du total), ont vu leur encours s'accroître de 10,3 % en glissement annuel. Leurs principaux bénéficiaires ont été les ménages polynésiens (84 % du volume accordé), qui ont poursuivi leurs investissements immobiliers en 2005 (+8,8 %).

Second poste en termes de volume, les crédits de trésorerie (31,9 % de l'encours global) ont connu une augmentation de 12,4 % sur l'année pour s'élever à 119,1 milliards de F CFP. La dégradation de la situation financière des entreprises (sociétés et entrepreneurs individuels) les a contraints à un recours accru à ce moyen de financement (+18,8 %).

Représentant 14,3 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire, les crédits à l'équipement se sont maintenus au même niveau que celui de fin 2004, à 53,4 milliards de F CFP.

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques laisse apparaître une amélioration de leur assise financière. Les comptes ordinaires débiteurs se sont contractés de 11,8 % alors que les créances douteuses brutes n'ont augmenté que de 5 % (légèrement moins que l'encours global des concours bancaires : +6,8 %). Le taux de créances douteuses brutes est donc pratiquement inchangé à 5,1 %.

### Répartition et évolution des concours par agent économique

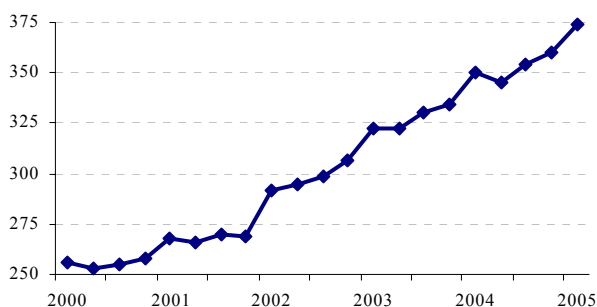
Au 31 décembre 2005, près de la moitié des crédits octroyés par les banques locales est destiné aux particuliers (49,8 %), dont l'encours bancaire a progressé de 8,7 % sur l'année, pour s'établir à 186,3 milliards de F CFP. Les préoccupations financières majeures des ménages polynésiens sont tournées vers l'habitat (52,7 % du total des crédits consentis) et la consommation (38,7 %). En 2005, l'encours de leurs prêts immobiliers a augmenté de 8,8 % et celui des crédits de trésorerie de 8,9 %.

Les concours bancaires accordés aux sociétés non financières se sont élevés à 134,2 milliards de F CFP à fin décembre 2005. Leur rythme de croissance s'est ralenti : de +7,5 % en décembre 2004, il est passé à +3,9 % un an plus tard. La structure de l'endettement est marquée par le poids prépondérant des crédits à l'équipement (31,3 % de l'encours) et de trésorerie (28,7 %), avec néanmoins des évolutions contrastées sur l'année : -2 % pour les premiers et +18,2 % pour les seconds.

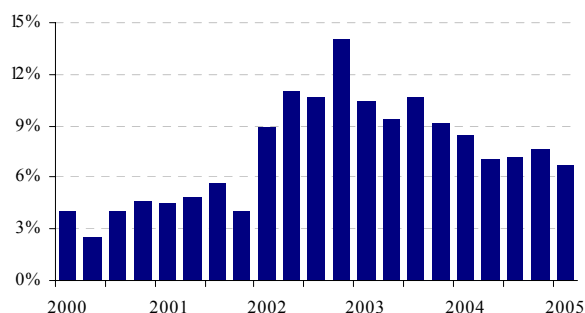
Pour leur part, les entrepreneurs individuels ont vu l'encours de leurs prêts bancaires croître de 11,8 %, sous l'impulsion de leurs crédits de trésorerie (+22,6 %) et à l'habitat (+15,7 %). En revanche, ils ont freiné leurs dépenses d'équipement (-0,6 %).

### Ensemble des crédits

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)



# 1. L'évolution monétaire et financière

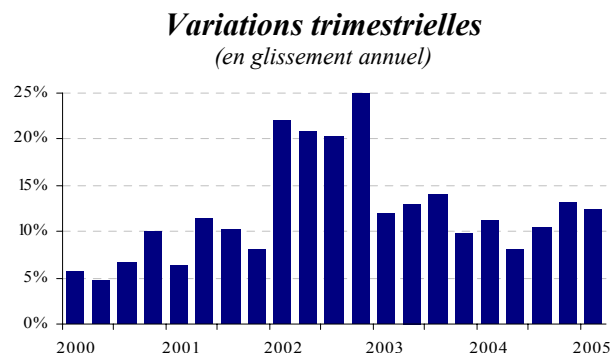
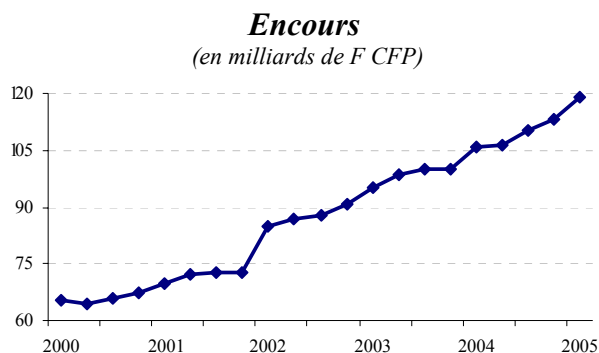
## CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE Établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Montants en millions de F CFP	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 109</b>	<b>2 639</b>	<b>3 194</b>	<b>3 317</b>	<b>3 649</b>	<b>-11,5%</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>17,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,0%</b>
Sociétés non financières	2 971	2 487	2 997	3 085	3 376	- 6,3%	- 4,7%	13,6%	95,6%	93,8%	92,5%
Entrepreneurs individuels	134	152	197	232	217	-60,3%	-21,3%	61,9%	4,3%	6,2%	5,9%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	56	-	-	-	-	-	-
Non résidents	4	-	0	0	0	-	-94,3%	-95,7%	0,1%	0,0%	0,0%
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>105 935</b>	<b>106 199</b>	<b>110 197</b>	<b>113 038</b>	<b>119 095</b>	<b>11,3%</b>	<b>10,4%</b>	<b>12,4%</b>	<b>30,3%</b>	<b>31,1%</b>	<b>31,9%</b>
Sociétés non financières	31 892	31 870	33 283	35 384	37 691	16,5%	11,9%	18,2%	30,1%	30,2%	31,6%
Entrepreneurs individuels	4 961	4 805	5 372	5 557	6 081	5,3%	5,9%	22,6%	4,7%	4,9%	5,1%
Particuliers	66 292	66 968	68 188	69 169	72 198	8,5%	9,5%	8,9%	62,6%	61,9%	60,6%
Autres agents résidents	2 751	2 523	3 325	2 893	3 097	40,4%	24,4%	12,6%	2,6%	3,0%	2,6%
Non résidents	39	32	29	35	28	50,0%	-16,6%	-28,2%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>53 398</b>	<b>53 362</b>	<b>53 560</b>	<b>53 104</b>	<b>53 362</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,7%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>15,3%</b>	<b>15,1%</b>	<b>14,3%</b>
Sociétés non financières	42 824	42 705	42 775	41 650	41 966	- 1,4%	6,3%	- 2,0%	80,2%	79,9%	78,6%
Entrepreneurs individuels	5 142	5 006	5 134	5 067	5 111	- 4,4%	- 2,5%	- 0,6%	9,6%	9,6%	9,6%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	3 522	3 702	3 687	4 322	4 057	29,0%	45,6%	15,2%	6,6%	6,9%	7,6%
Non résidents	1 910	1 949	1 965	2 065	2 228	-	- 9,9%	16,6%	3,6%	3,7%	4,2%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>105 971</b>	<b>106 425</b>	<b>109 432</b>	<b>113 186</b>	<b>116 872</b>	<b>6,7%</b>	<b>7,5%</b>	<b>10,3%</b>	<b>30,3%</b>	<b>30,9%</b>	<b>31,3%</b>
Sociétés non financières	10 557	10 681	10 944	11 586	12 519	30,5%	21,0%	18,6%	10,0%	10,0%	10,7%
Entrepreneurs individuels	4 882	5 060	5 186	5 448	5 648	9,3%	12,6%	15,7%	4,6%	4,7%	4,8%
Particuliers	90 177	90 285	92 835	95 676	98 150	4,2%	5,7%	8,8%	85,1%	84,8%	84,0%
Autres agents résidents	99	93	88	82	127	-32,4%	-26,1%	28,3%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	256	304	379	394	428	122,6%	97,4%	67,2%	0,2%	0,3%	0,4%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>23 126</b>	<b>20 471</b>	<b>19 140</b>	<b>22 125</b>	<b>20 388</b>	<b>6,4%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>-11,8%</b>	<b>6,6%</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,5%</b>
Sociétés non financières	17 601	14 152	13 374	16 899	14 572	18,3%	- 1,2%	-17,2%	76,1%	69,9%	71,5%
Entrepreneurs individuels	1 289	1 215	1 499	1 556	1 556	-19,8%	6,7%	20,7%	5,6%	7,8%	7,6%
Particuliers	2 447	3 431	3 546	3 526	3 828	-35,3%	6,9%	56,4%	10,6%	18,5%	18,8%
Autres agents résidents	1 388	1 342	691	116	394	33,5%	-31,0%	-71,6%	6,0%	3,6%	1,9%
Non résidents	401	330	30	28	38	- 4,5%	-93,8%	-90,5%	1,7%	0,2%	0,2%
<b>Autres crédits</b>	<b>35 429</b>	<b>36 313</b>	<b>39 083</b>	<b>34 323</b>	<b>39 594</b>	<b>11,0%</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,8%</b>	<b>10,1%</b>	<b>11,0%</b>	<b>10,6%</b>
Sociétés non financières	21 272	19 397	21 398	17 830	22 395	0,3%	- 2,9%	5,3%	60,0%	54,8%	56,6%
Entrepreneurs individuels	3 959	3 947	3 750	3 538	3 887	25,6%	- 3,9%	- 1,8%	11,2%	9,6%	9,8%
Particuliers	9 005	9 533	9 831	9 942	8 855	27,0%	26,3%	- 1,7%	25,4%	25,2%	22,4%
Autres agents résidents	568	2 851	3 305	2 219	2 307	21,0%	520,2%	306,2%	1,6%	8,5%	5,8%
Non résidents	625	585	798	794	2 150	ns	2,2%	244,0%	1,8%	2,0%	5,4%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>6 758</b>	<b>6 470</b>	<b>5 895</b>	<b>6 192</b>	<b>6 499</b>	<b>35,9%</b>	<b>3,1%</b>	<b>- 3,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,7%</b>
Sociétés non financières	2 013	1 770	1 566	1 866	1 648	2,9%	- 5,7%	-18,1%	29,8%	26,6%	25,4%
Entrepreneurs individuels	1 026	2 222	1 156	1 223	1 411	-26,2%	- 6,5%	37,5%	15,2%	19,6%	21,7%
Particuliers	3 540	2 304	2 998	2 944	3 292	119,2%	13,2%	- 7,0%	52,4%	50,8%	50,7%
Autres agents résidents	11	7	7	4	10	57,5%	-17,5%	- 9,1%	0,2%	0,1%	0,2%
Non résidents	168	166	168	155	138	ns	4,1%	-17,9%	2,5%	2,8%	2,1%
Autres concours non ventilés	5 136	2 890	1 860	1 966	1 928	23,5%	-52,5%	-62,5%	4,0%	1,5%	1,4%
<b>TOTAL NET</b>	<b>338 862</b>	<b>334 768</b>	<b>342 361</b>	<b>347 251</b>	<b>361 387</b>	<b>8,5%</b>	<b>7,1%</b>	<b>6,6%</b>	<b>96,8%</b>	<b>96,6%</b>	<b>96,7%</b>
Sociétés non financières	129 130	123 063	126 338	128 300	134 167	7,5%	5,8%	3,9%	36,9%	35,7%	35,9%
Entrepreneurs individuels	21 393	22 409	22 294	22 621	23 911	1,7%	2,6%	11,8%	6,1%	6,3%	6,4%
Particuliers	171 461	172 522	177 397	181 257	186 323	7,1%	8,3%	8,7%	49,0%	50,1%	49,8%
Autres agents résidents	8 339	10 518	11 103	9 636	10 048	31,3%	61,7%	20,5%	2,4%	3,1%	2,7%
Non résidents	3 403	3 367	3 369	3 471	5 010	497,0%	- 8,4%	47,2%	1,0%	1,0%	1,3%
non ventilés par agents résidents	5 136	2 890	1 860	1 966	1 928	23,5%	-52,5%	-62,5%	1,5%	0,5%	0,5%
<b>Provisions</b>	<b>11 240</b>	<b>10 677</b>	<b>11 987</b>	<b>12 374</b>	<b>12 399</b>	<b>7,8%</b>	<b>11,2%</b>	<b>10,3%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,3%</b>
Sociétés non financières	3 347	2 891	3 090	3 729	3 144	-18,4%	- 1,3%	- 6,1%	1,0%	0,9%	0,9%
Entrepreneurs individuels	1 707	3 769	2 393	2 443	2 692	-41,4%	2,6%	57,7%	0,5%	0,7%	0,8%
Particuliers	5 888	3 943	6 488	5 884	6 281	74,0%	29,9%	6,7%	1,7%	1,9%	1,8%
Autres agents résidents	19	13	16	9	19	26,7%	- 5,5%	-	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	279	61	0	309	263	ns	-100,0%	- 5,7%	0,1%	-	0,1%
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>17 999</b>	<b>17 147</b>	<b>17 883</b>	<b>18 566</b>	<b>18 898</b>	<b>16,9%</b>	<b>8,4%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,1%</b>	<b>5,1%</b>	<b>5,4%</b>
Sociétés non financières	5 360	4 661	4 656	5 595	4 792	-11,5%	- 2,8%	-10,6%	1,5%	1,3%	1,4%
Entrepreneurs individuels	2 733	5 991	3 549	3 666	4 103	-36,5%	- 0,6%	50,1%	0,8%	1,0%	1,2%
Particuliers	9 428	6 247	9 486	8 828	9 573	88,6%	24,1%	1,5%	2,7%	2,7%	2,7%
Autres agents résidents	30	20	23	13	29	36,4%	- 9,7%	- 3,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	448	227	168	464	401	ns	-63,9%	-10,5%	0,1%	0,0%	0,1%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>350 102</b>	<b>345 445</b>	<b>354 349</b>	<b>359 625</b>	<b>373 786</b>	<b>8,5%</b>	<b>7,3%</b>	<b>6,8%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	5,1%	5,0%	5,0%	5,2%	5,1%						
Taux de provisionnement	62,5%	62,3%	67,0%	66,6%	65,6%						

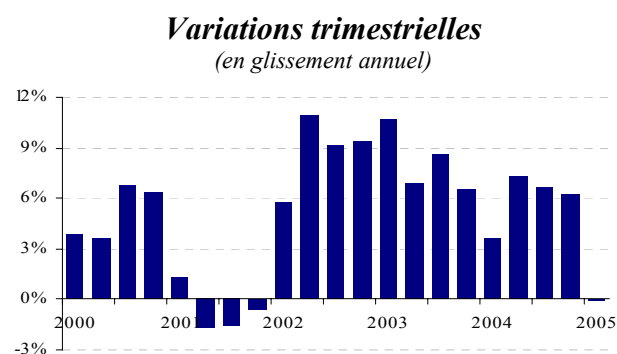
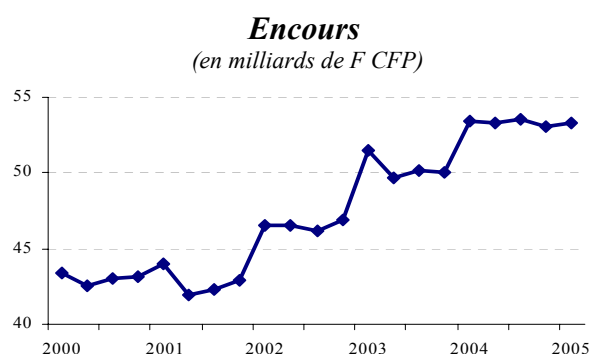
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

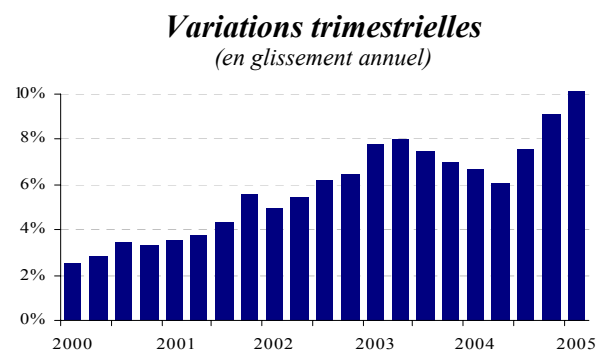
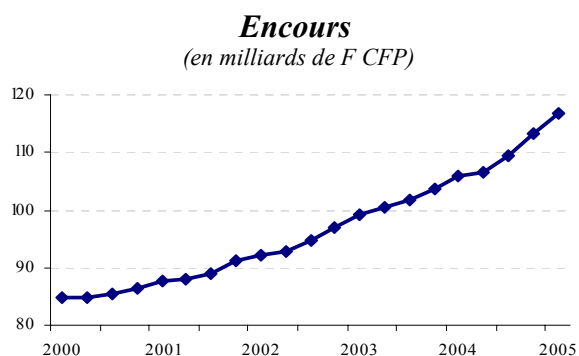
### Crédits de trésorerie



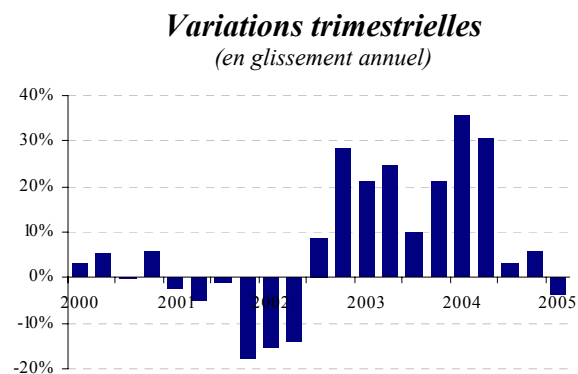
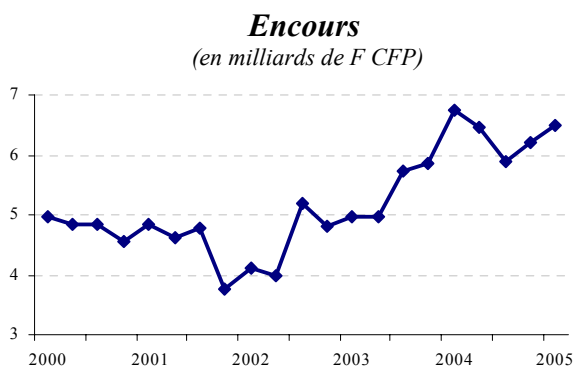
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat

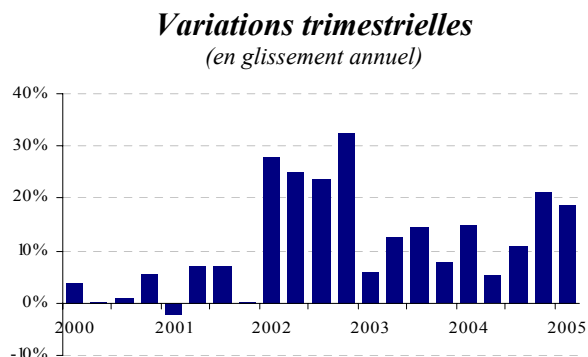
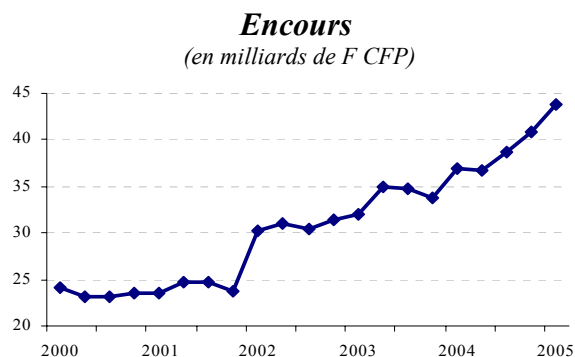


### Créances douteuses nettes

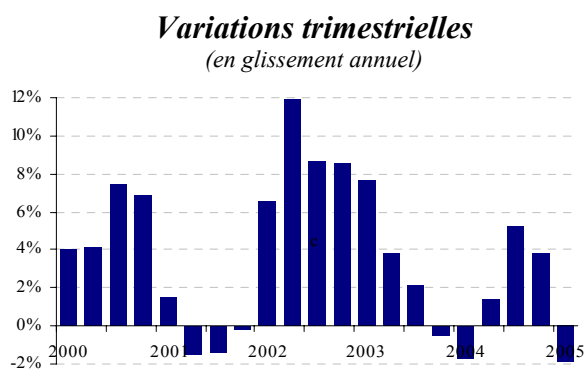
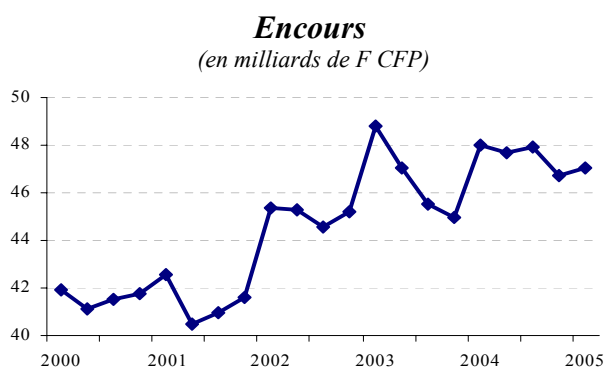


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

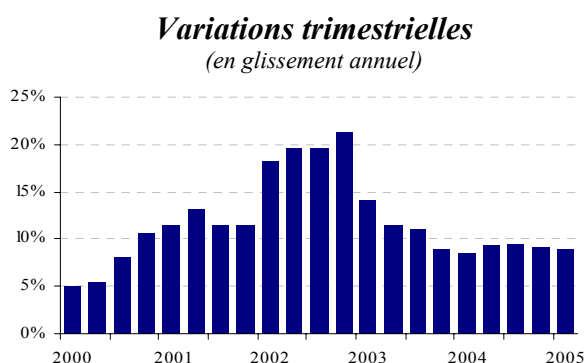
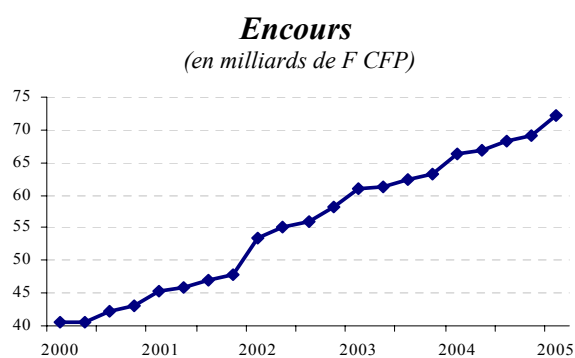
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises



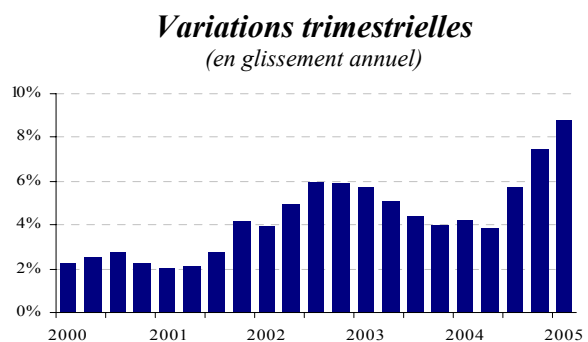
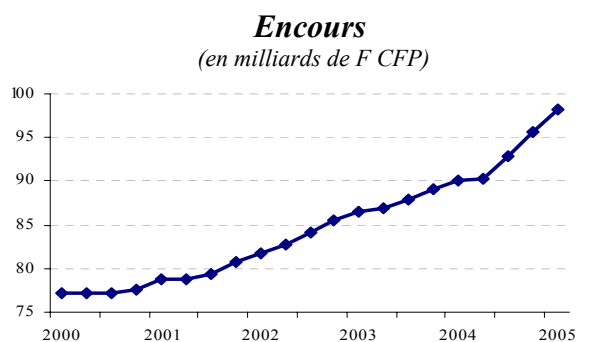
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

#### Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours total de ces crédits s'est élevé à 81 milliards de F CFP au 31 décembre 2005, en retrait de 2,6 % sur l'année (83,2 milliards de F CFP en décembre 2004).

#### *Répartition et évolution des concours par catégorie*

Les crédits à l'équipement, qui ont constitué le principal poste des crédits accordés avec 55,3 milliards de F CFP (68,2 % du total), ont vu leur encours s'affaïsser de 6,7 % en un an (59,2 milliards au quatrième trimestre 2004).

A l'inverse, les crédits à l'habitat (23,7 % de l'encours), essentiellement consentis aux particuliers, ont poursuivi sur leur tendance haussière : en un an, ils sont passés de 15,8 milliards de F CFP à 19,2 milliards, soit +22,1 %.

Avec un encours de 3,4 milliards de F CFP, les crédits de trésorerie ne cessent de décroître d'une année à l'autre : -11,1 % entre 2004 et 2005.

#### *Répartition et évolution des concours par agent économique*

Les crédits aux autres agents résidents (constitués essentiellement des administrations publiques locales) regroupent la plus large partie de l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédit (65,3 % du total). Ceux-ci se sont contractés de 7,3 % entre décembre 2004 et décembre 2005 un an, passant de 57,1 milliards de F CFP à 52,9 milliards. La baisse de 7,3 % de l'encours des crédits d'équipement a pesé dans cette évolution.

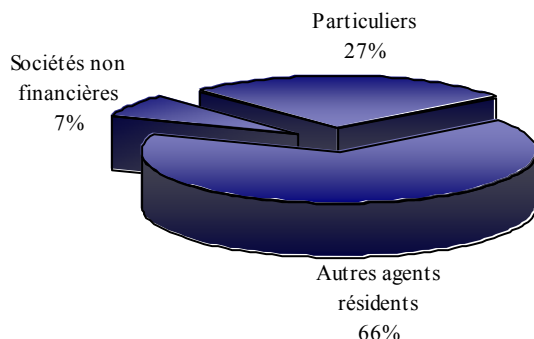
L'encours des crédits bancaires consentis aux particuliers s'est inscrit en hausse de 9,8 % en rythme annuel à 21,8 milliards de F CFP à fin décembre 2005. Les offres de prêts immobiliers proposées par un des établissements HZE ont séduit les ménages polynésiens, dont l'encours des crédits à l'habitat a augmenté de 14,8 %.

Quant aux crédits accordés aux sociétés non financières, ils se sont élevés à 5,9 milliards de F CFP, en recul de 0,6 %.



# 1. L'évolution monétaire et financière

## Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission au 31 décembre 2005

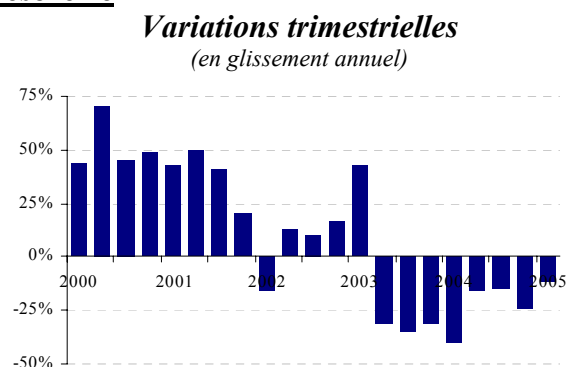
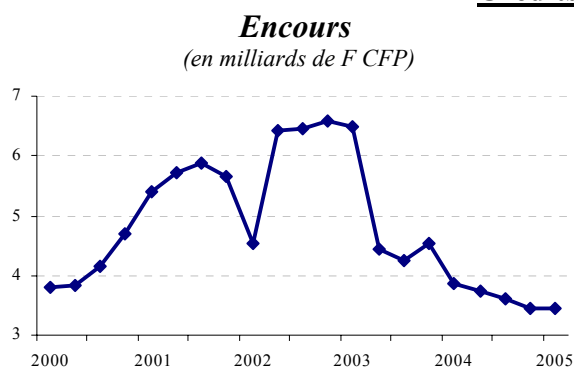


CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>3 872</b>	<b>3 724</b>	<b>3 599</b>	<b>3 461</b>	<b>3 443</b>	<b>-40,3%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>-11,1%</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,2%</b>
Sociétés non financières	0	12	0	2	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	3 872	3 712	3 599	3 459	3 443	-16,8%	-15,3%	-11,1%	100,0%	100,0%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>59 248</b>	<b>58 199</b>	<b>56 988</b>	<b>53 850</b>	<b>55 303</b>	<b>3,1%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 6,7%</b>	<b>71,2%</b>	<b>68,4%</b>	<b>68,2%</b>
Sociétés non financières	4 694	5 518	5 316	3 866	4 751	-27,5%	21,2%	1,2%	7,9%	9,3%	8,6%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	54 554	52 681	51 671	49 984	50 552	6,9%	- 2,9%	- 7,3%	92,1%	90,7%	91,4%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>15 754</b>	<b>17 686</b>	<b>18 165</b>	<b>17 695</b>	<b>19 238</b>	<b>8,6%</b>	<b>15,9%</b>	<b>22,1%</b>	<b>18,9%</b>	<b>21,8%</b>	<b>23,7%</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	15 754	16 820	17 353	17 695	18 090	12,8%	15,2%	14,8%	100,0%	95,5%	94,0%
Autres agents résidents	0	866	812	0	1 148	-100,0%	34,3%	-	-	4,5%	6,0%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>3 756</b>	<b>3 152</b>	<b>2 990</b>	<b>2 974</b>	<b>2 140</b>	<b>6,2%</b>	<b>-12,6%</b>	<b>-43,0%</b>	<b>4,5%</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,6%</b>
Sociétés non financières	1 190	1 008	962	943	881	- 0,2%	-15,5%	-26,0%	31,7%	32,2%	41,2%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19	19	18	17	29	- 6,3%	- 8,0%	52,6%	0,5%	0,6%	1,4%
Autres agents résidents	2 547	2 125	2 009	2 014	1 230	9,6%	-11,1%	-51,7%	67,8%	67,2%	57,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>206</b>	<b>219</b>	<b>219</b>	<b>2 672</b>	<b>922</b>	<b>-77,6%</b>	<b>-84,7%</b>	<b>347,6%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,1%</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	219	ns	ns	ns	-	-	23,8%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	206	219	219	252	225	-59,9%	-64,9%	9,2%	100,0%	100,0%	24,4%
Autres agents résidents	0	0	0	2 420	478	-	-	-	-	-	51,8%
<b>TOTAL NET</b>	<b>82 836</b>	<b>82 980</b>	<b>81 959</b>	<b>80 652</b>	<b>81 046</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>99,5%</b>	<b>98,4%</b>	<b>100,0%</b>
Sociétés non financières	5 884	6 538	6 279	4 811	5 851	-40,6%	13,6%	- 0,6%	7,1%	7,5%	7,2%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-100,0%	-	-	-	-	-
Particuliers	19 851	20 770	21 188	21 423	21 787	3,6%	9,6%	9,8%	23,8%	25,4%	26,9%
Autres agents résidents	57 101	55 672	54 493	51 997	52 930	6,0%	- 2,8%	- 7,3%	68,6%	65,4%	65,3%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>400</b>	<b>417</b>	<b>1 364</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-11,0%</b>	<b>203,7%</b>	<b>-100,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,6%</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>83 236</b>	<b>83 397</b>	<b>83 323</b>	<b>80 652</b>	<b>81 046</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>- 2,6%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	0,7%	0,8%	1,9%	3,3%	1,1%	-	-	-	-	-	-
Taux de provisionnement	66,0%	65,6%	86,2%	-	-	-	-	-	-	-	-

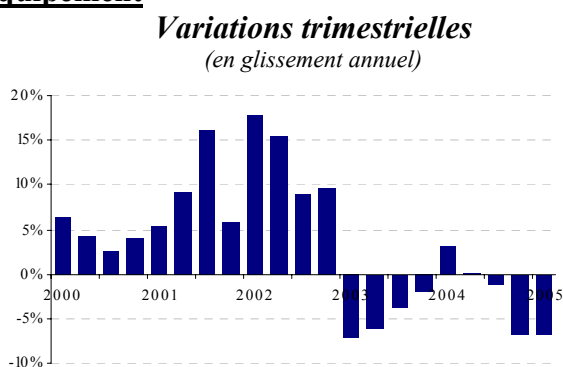
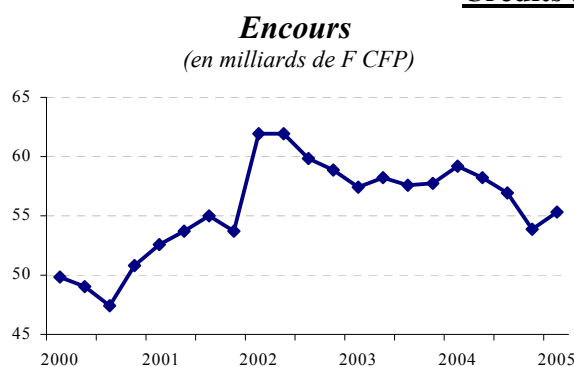
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

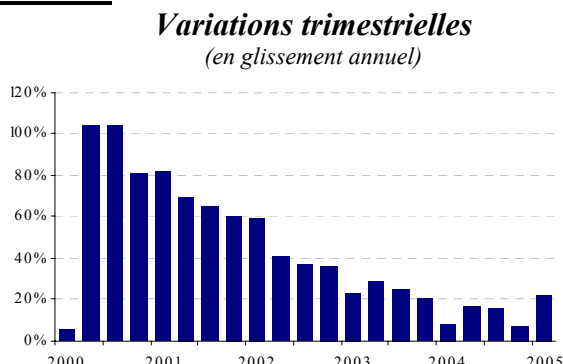
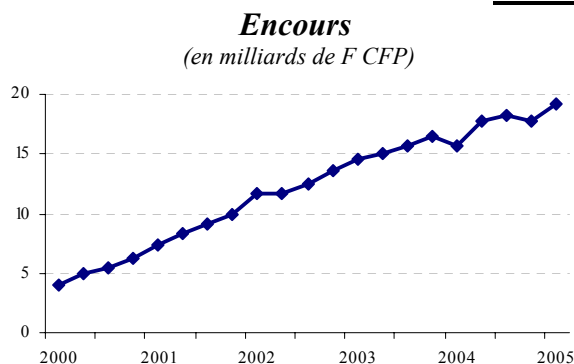
### Crédits de trésorerie



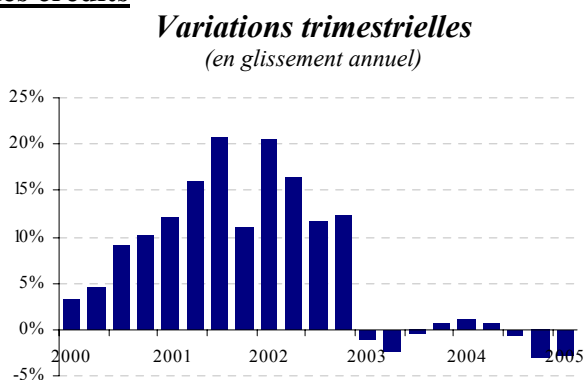
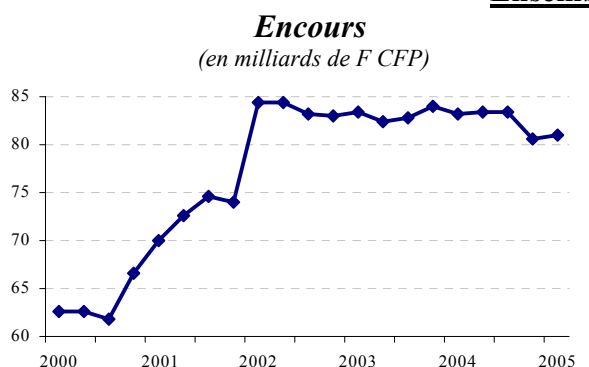
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat



### Ensemble des crédits



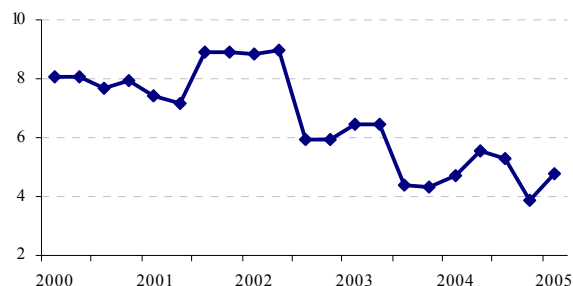
## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

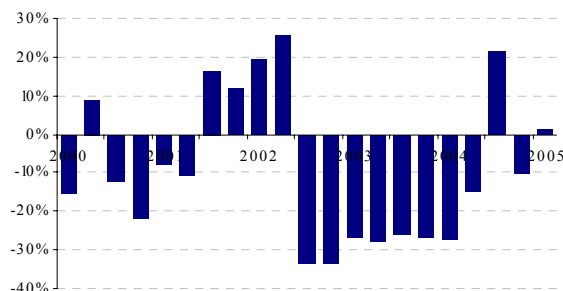
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)

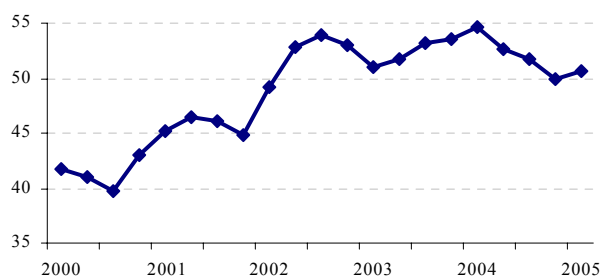


### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

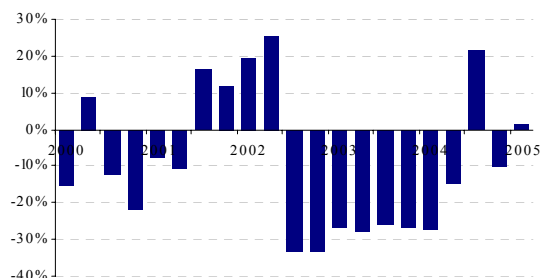
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

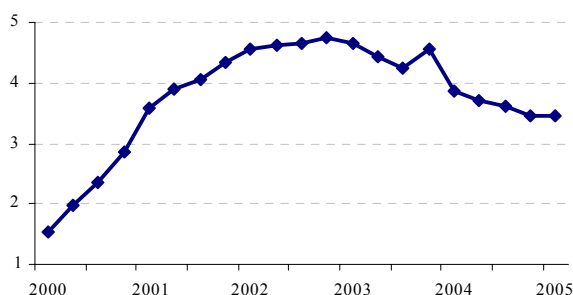
(en glissement annuel)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

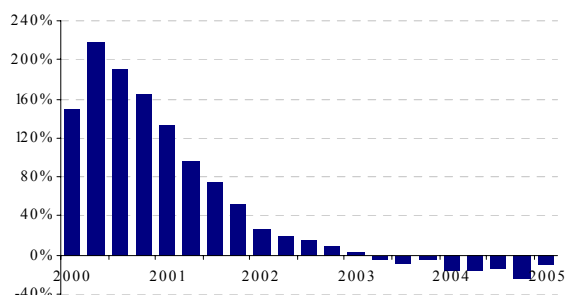
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

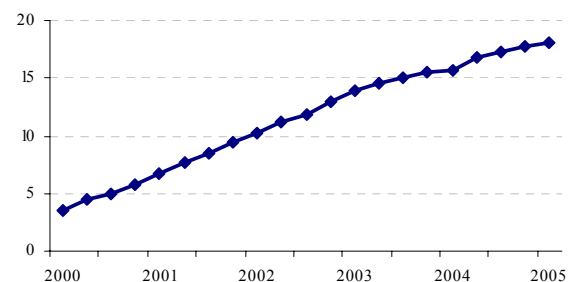
(en glissement annuel)



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

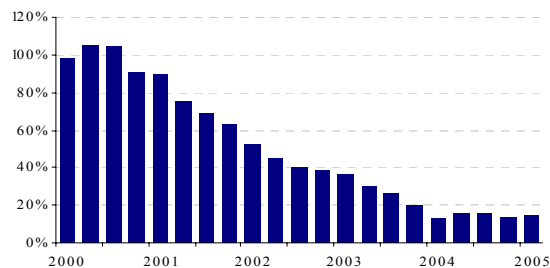
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3 La masse monétaire et ses contreparties

### 1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

#### Commentaires :

A fin décembre 2005, la masse monétaire M3 s'est établie à 329 milliards de F CFP, contre 308 milliards un an auparavant, soit +6,8 % en glissement annuel, grâce à la progression des dépôts à terme de 14,6% et à celle des dépôts à vue de 4,3 %.

En revanche, les comptes sur livret se sont contractés de 3,3 % sur la période (78,6 milliards de F CFP contre 81,6).

Quant aux plans d'épargne logement, ils sont passés à 11,9 milliards de F CFP contre 9,6 en décembre 2004, soit +23,8 %.

#### COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>10 431</b>	<b>10 108</b>	<b>10 038</b>	<b>10 345</b>	<b>11 475</b>	<b>4,7%</b>	<b>2,9%</b>	<b>10,0%</b>
- Billets	8 854	8 532	8 443	8 680	9 765	4,7%	2,2%	10,3%
- Pièces	1 577	1 576	1 595	1 665	1 710	5,0%	6,4%	8,4%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>119 860</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
- Banques	113 743	107 368	108 779	109 800	118 380	1,8%	1,6%	4,1%
- O.P.T.	6 117	7 022	6 153	6 510	6 598	0,6%	2,1%	7,9%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>130 291</b>	<b>124 499</b>	<b>124 971</b>	<b>126 655</b>	<b>136 453</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,7%</b>	<b>4,7%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>81 530</b>	<b>80 494</b>	<b>79 210</b>	<b>78 355</b>	<b>78 855</b>	<b>3,5%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 3,3%</b>
<b>Comptes sur livret</b>	<b>81 284</b>	<b>80 244</b>	<b>78 956</b>	<b>78 104</b>	<b>78 605</b>	<b>3,5%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 3,3%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>246</b>	<b>250</b>	<b>254</b>	<b>251</b>	<b>250</b>	<b>14,4%</b>	<b>15,6%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Total M2</b>	<b>211 821</b>	<b>204 992</b>	<b>204 181</b>	<b>205 010</b>	<b>215 308</b>	<b>2,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,6%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>96 151</b>	<b>96 106</b>	<b>97 576</b>	<b>104 159</b>	<b>113 656</b>	<b>- 2,7%</b>	<b>6,6%</b>	<b>18,2%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>72 052</b>	<b>75 764</b>	<b>74 382</b>	<b>78 851</b>	<b>82 580</b>	<b>- 6,2%</b>	<b>11,7%</b>	<b>14,6%</b>
- Banques	72 052	75 764	74 382	78 851	82 580	- 6,2%	11,7%	14,6%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>15 315</b>	<b>12 801</b>	<b>12 789</b>	<b>12 220</b>	<b>13 590</b>	<b>13,7%</b>	<b>-19,6%</b>	<b>-11,3%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>8 784</b>	<b>7 542</b>	<b>10 405</b>	<b>13 088</b>	<b>17 486</b>	<b>3,1%</b>	<b>15,7%</b>	<b>99,1%</b>
<b>Total M3</b>	<b>307 972</b>	<b>301 099</b>	<b>301 756</b>	<b>309 169</b>	<b>328 964</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,6%</b>	<b>6,8%</b>
<b>P1</b>	<b>9 633</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>32,0%</b>	<b>22,9%</b>	<b>23,8%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>9 633</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>32,0%</b>	<b>22,9%</b>	<b>23,8%</b>
<b>Compte d'épargne à long terme</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres cptes d'épargne à rég spéc</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>M3 + P1</b>	<b>317 605</b>	<b>311 281</b>	<b>312 366</b>	<b>320 369</b>	<b>340 885</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,2%</b>	<b>7,3%</b>

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

### Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont crû de 37,6 % sur l'année, passant de 53,1 milliards de F CFP à fin décembre 2004 à 73,1 milliards un an après.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont augmenté de 38,6 % pour s'élever à 78,5 milliards de F CFP.

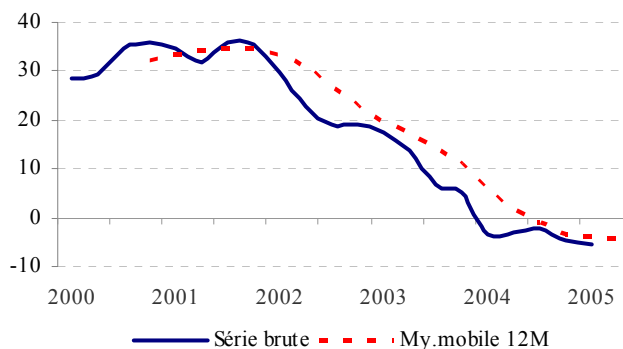
Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est passée de -3,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2004 à -5,4 milliards au terme de l'année 2005.

### CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	31/12/2004	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/12/2004	30/06/2005	31/12/2005
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>72 239</b>	<b>84 074</b>	<b>85 224</b>	<b>84 582</b>	<b>94 194</b>	<b>7,3%</b>	<b>20,1%</b>	<b>30,4%</b>
Institut d'émission	19 137	19 291	19 012	19 496	21 116	3,1%	9,4%	10,3%
Etablissements de crédit locaux (*)	53 102	64 783	66 212	65 086	73 078	8,9%	23,6%	37,6%
<b>Créances du Trésor public</b>		- 14	- 585	- 603	- 454	<b>-100,0%</b>	<b>49,2%</b>	<b>-</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>235 733</b>	<b>217 038</b>	<b>217 118</b>	<b>225 190</b>	<b>235 224</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 2,9%</b>	<b>- 0,2%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	350 102	345 445	354 349	359 625	373 786	8,5%	7,4%	6,8%
<b>Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)</b>	<b>114 369</b>	<b>128 407</b>	<b>137 231</b>	<b>134 435</b>	<b>138 562</b>	<b>35,5%</b>	<b>29,1%</b>	<b>21,2%</b>
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	22 006	22 867	26 336	24 118	21 370	- 7,6%	2,7%	- 2,9%
Provisions sur créances douteuses	11 240	10 677	11 987	12 374	12 400	8,1%	11,2%	10,3%
Engagements hors zone d'émission (*)	56 625	68 001	68 516	69 565	78 510	80,4%	46,5%	38,6%
Epargne contractuelle	9 633	10 183	10 609	11 200	11 921	32,0%	26,1%	23,8%
Divers	14 865	16 678	19 783	17 178	14 361	29,5%	34,7%	- 3,4%
<b>Total M3</b>	<b>307 972</b>	<b>301 099</b>	<b>301 756</b>	<b>309 169</b>	<b>328 964</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,6%</b>	<b>6,8%</b>
<b>Position extérieure nette du système bancaire local *</b>	<b>- 3 523</b>	<b>- 3 218</b>	<b>- 2 304</b>	<b>- 4 479</b>	<b>- 5 432</b>	<b>-120,3%</b>	<b>-134,0%</b>	<b>54,2%</b>

### Position extérieure nette du système bancaire local

(en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

### 1.4.1 Le financement des crédits bancaires

#### Commentaires :

Les ressources des établissements de crédit proviennent pour 83,2 % des dépôts. Diminués des encaisses, ces derniers ont atteint 323,9 milliards de F CFP à fin 2005, contre 297,2 milliards l'année précédente, soit +9 %.

Le financement sur ressources propres, pour sa part, a compté pour de 8,2 % pour un montant de 31,7 milliards de F CFP. Les opérations de réescompte sont demeurées marginales et ne sont intervenues qu'à hauteur de 1,7 % du total des ressources avec une valeur de 6,5 milliards de F CFP (6,8 milliards à fin décembre 2004).

Les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM représentent 2,8 % du total des emplois des banques.

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2004

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	350 102	96,86%	Dépôts collectés - encaisses	297 242	82,24%
Réserves obligatoires	11 348	3,14%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	33 204	9,19%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	20 733	5,74%
			Réescompte	6 750	1,87%
			Position extérieure nette des EC	3 523	0,97%
<b>Total emplois</b>	<b>361 452</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>361 452</b>	<b>100%</b>

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	354 349	97,98%	Dépôts collectés - encaisses	291 933	80,72%
Réserves obligatoires	7 311	2,02%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	38 323	10,60%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	21 408	5,92%
			Réescompte	7 694	2,13%
			Position extérieure nette des EC	2 304	0,64%
<b>Total emplois</b>	<b>361 662</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>361 662</b>	<b>100%</b>

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	373 785	95,97%	Dépôts collectés - encaisses	323 859	83,15%
Réserves obligatoires	10 699	2,75%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	31 728	8,15%
Réserves libres	5 000	1,28%	Excédent des op. diverses des EC	21 930	5,63%
			Réescompte	6 535	1,68%
			Position extérieure nette des EC	5 432	1,39%
<b>Total emplois</b>	<b>389 484</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>389 484</b>	<b>100%</b>



## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

#### Commentaires :

##### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont établies à 99,4 milliards de F CFP au terme du quatrième trimestre 2005, en hausse de 67 % sur l'année (59,5 milliards au 31 décembre 2004). Celles-ci ont été principalement constituées de ressources durables, à plus d'un an : leur montant s'est élevé à 57,2 milliards de F CFP, soit 57,6 % du total.

A contrario, les emplois, qui ont atteint 94,2 milliards de F CFP à fin décembre 2005 (+28,9 % en un an), sont principalement à court terme puisque les dépôts inférieurs à un an ont représenté une part de 70,8 %.

Le solde des opérations interbancaires en fin d'année 2005 atteignait 5,2 milliards de F CFP (-13,6 au quatrième trimestre 2004).

##### Les opérations avec la clientèle

L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée se retrouve inversé pour les opérations avec la clientèle. En effet, s'agissant des emplois, ce sont ceux qui sont supérieurs à un an qui prévalent, représentant 64,7 % du total des crédits.

En revanche, les ressources dont disposent les établissements de crédit locaux sont surtout de courte durée. Les dépôts à moins d'un an se sont ainsi élevés à 307,5 milliards de F CFP, soit 92,7 % du total.

Structurellement déficitaires, les opérations avec la clientèle ont dégagé un solde de -29,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2005, contre -29,1 milliards un an plus tôt.



# 1. L'évolution monétaire et financière

## EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

En millions de F CFP

31/12/2005	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse	4 986	4 986	0	0	0	0	0	0	0
Banques centrales et OPT	10 738	0	10 738	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	5 765	0	5 765	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts à terme dont réseau	71 838	0	2 808	21 412	6 667	6 125	7 342	20 258	7 225
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	823	823	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total emplois</b>	<b>94 150</b>	<b>5 808</b>	<b>19 312</b>	<b>21 412</b>	<b>6 667</b>	<b>6 125</b>	<b>7 342</b>	<b>20 258</b>	<b>7 225</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	34	0	34	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	14 363	0	14 363	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	77 521	0	378	6 830	1 048	3 700	8 373	41 498	15 693
Val. données en pension à terme	6 535	0	1 164	5 371	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	904	904	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>99 357</b>	<b>904</b>	<b>15 939</b>	<b>12 201</b>	<b>1 048</b>	<b>3 700</b>	<b>8 373</b>	<b>41 498</b>	<b>15 693</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>5 208</b>	<b>-4 904</b>	<b>-3 373</b>	<b>-9 211</b>	<b>-5 619</b>	<b>-2 425</b>	<b>1 032</b>	<b>21 241</b>	<b>8 467</b>
Cumul		-4 904	-8 277	-17 488	-23 107	-25 532	-24 500	-3 260	5 207
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	20 388	0	20 388	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	326 574	0	94	24 320	15 018	19 381	38 403	143 035	86 323
VNI, créances douteuses et créances rattachées	8 240	8 240	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 390	0	0	15	24	39	69	493	750
Crédit-bail et opérations assimilées	5 020	-142	0	135	391	398	766	3 363	108
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total emplois</b>	<b>361 612</b>	<b>8 097</b>	<b>20 482</b>	<b>24 470</b>	<b>15 434</b>	<b>19 818</b>	<b>39 238</b>	<b>146 891</b>	<b>87 181</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	124 978	920	124 058	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	90 775	0	78 843	1 608	4 188	1 660	1 657	1 134	1 685
Comptes créditeurs à termes	82 580	0	-5 550	26 125	19 205	13 523	9 230	16 159	3 888
Bons de caisse et bons d'épargne	13 590	0	0	3 911	1 388	2 052	4 755	1 484	0
Titres de créances négociables	17 486	0	0	17 262	173	51	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 399	2 399	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>331 808</b>	<b>3 319</b>	<b>197 351</b>	<b>48 906</b>	<b>24 954</b>	<b>17 286</b>	<b>15 642</b>	<b>18 777</b>	<b>5 573</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-29 804</b>	<b>-4 778</b>	<b>176 869</b>	<b>24 435</b>	<b>9 520</b>	<b>-2 532</b>	<b>-23 595</b>	<b>-128 115</b>	<b>-81 608</b>
Cumul		-4 778	172 091	196 526	206 046	203 514	179 919	51 804	-29 804
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	26 336	0	0	0	0	0	0	0	0

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux administrés

#### 2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2001	2002	2003	2004	2005	2006
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %

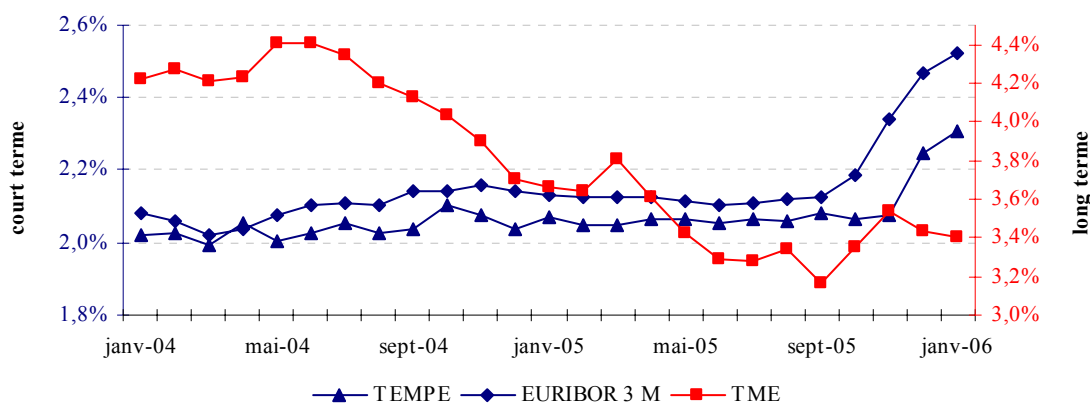
#### 2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/03/2006	1,50%	4,50% (depuis le 01/07/03) 5,65 % à 6,10 % (Taux SGFGAS depuis le 01/09/05)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/01/2004	1,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	08/03/2006	3,50%	
taux de l'escompte de chèques	08/03/2006	3,50%	

### 2.2 Taux du marché

#### 2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,0910%	2,0713%	2,0870%	2,2632%	2,3232%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,1380%	2,1970%	2,3570%	2,4880%	2,5470%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	3,17%	3,35%	3,54%	3,43%	3,40%



### 2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque sur la base du taux prévalant en Métropole. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. La dernière modification du taux de base bancaire de la Polynésie Française remonte au 1<sup>er</sup> octobre 2004. Il est de 7,40% depuis cette date.

#### Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

### 2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

#### 2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	1er trim. 2005	2e trim. 2005	3e trim. 2005	4e trim. 2005	1er trim. 2006
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%
- Prêts à taux variable	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%
- Prêts relais	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%

## 2. Rappel des taux

### 2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques

<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trimestre 2006</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	12,35%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81%

<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trimestre 2006</i>
Découverts en compte	12,35%

## 2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

### 2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers a été réalisée sur les mois de juin et juillet 2005 à partir des déclarations des établissements de crédit locaux.

Celle-ci a permis de recenser 5 024 nouveaux crédits d'un montant global de 9,7 milliards de F CFP, soit une évolution de 22% en valeur sur un an (8 milliards de F CFP).

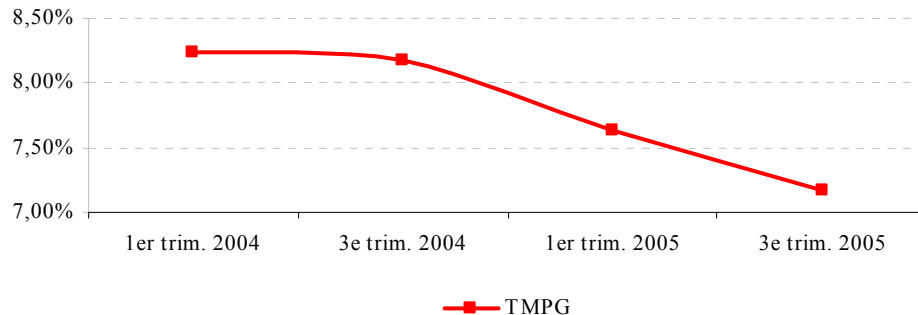
La tendance baissière du taux moyen pondéré global des établissements de crédit de la place s'est poursuivie. Celui-ci a en effet baissé de 100 points de base en l'espace d'un an (7,17 % contre 8,17 %).

La prochaine enquête portera sur les mois de janvier et février 2006.

#### *Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers*

	<b>1er trim. 2004</b>	<b>3e trim. 2004</b>	<b>1er trim. 2005</b>	<b>3e trim. 2005</b>	<b>Variations annuelles</b>
Prêts immobiliers	6,28%	6,16%	5,73%	5,49%	-67 pb
Prêts immobiliers relais	5,84%	6,28%	6,56%	5,54%	-74 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	13,38%	13,23%	14,93%	13,99%	76 pb
Découverts	10,57%	10,70%	10,37%	9,62%	-108 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,06%	8,55%	7,94%	7,94%	-61 pb
<b>TMPG</b>	<b>8,23%</b>	<b>8,17%</b>	<b>7,63%</b>	<b>7,17%</b>	<b>-100 pb</b>

### Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



### 2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises menée auprès des établissements de crédit locaux de juin à juillet 2005 a recensé 609 déclarations de nouveaux prêts représentant un montant total de 12,6 milliards de F CFP.

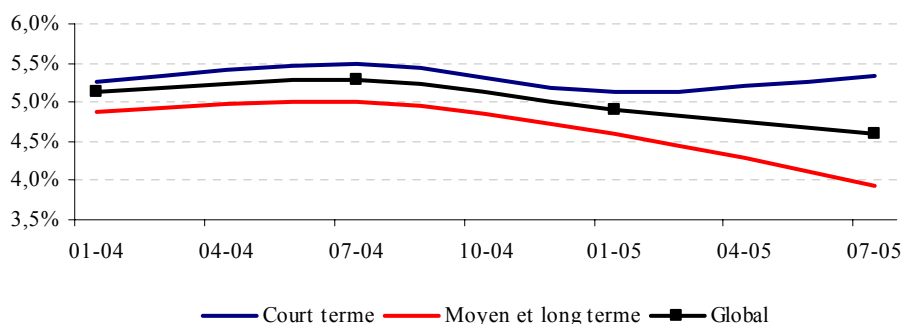
Le TMPG (taux moyen pondéré global) s'est inscrit en baisse de 17 points de base par rapport à l'enquête précédente (4,73% contre 4,90% en janvier-février 2005). Si le repli du TMP des crédits à moyen/long terme a inspiré la tendance globale, la hausse des crédits à court terme l'a atténué.

La prochaine enquête portera sur les mois de janvier et février 2006.

#### *Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises*

	1er trim. 2004	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	Δ/1er trim. 2005
Escompte	7,52%	7,70%	7,23%	5,93%	-130 pb
Découverts	5,15%	5,79%	5,01%	5,01%	0 pb
Autres crédits à court terme	4,40%	3,59%	4,39%	5,09%	70 pb
<b>Total court terme</b>	<b>5,25%</b>	<b>5,50%</b>	<b>5,12%</b>	<b>5,24%</b>	<b>12 pb</b>
Moyen et long termes	4,89%	5,01%	4,60%	4,21%	-39 pb
<b>Global</b>	<b>5,14%</b>	<b>5,28%</b>	<b>4,90%</b>	<b>4,73%</b>	<b>-17 pb</b>

### Coût du crédit aux entreprises





L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

### 3. Autres activités de l'IEOM

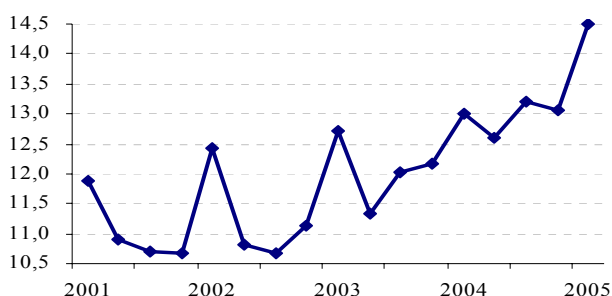
#### 3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

##### 3.1.1 L'émission de billets CFP

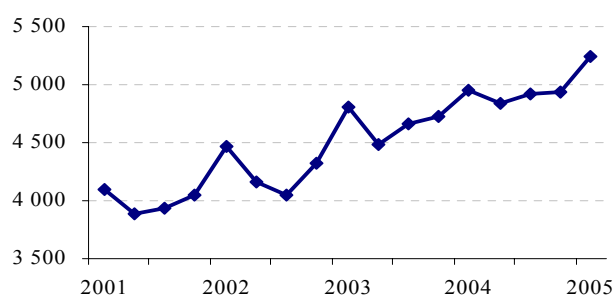
L'émission nette de billets F CFP a connu une progression annuelle de 5,9 % en volume et de 11,5 % en valeur pour atteindre 5.247.890 billets en décembre 2005 représentant un montant de 14,5 milliards de F CFP. Sur douze mois, les coupures ont enregistré les variations en volume suivantes : +24,9 % pour les 10.000 F CFP, -13,5 % pour les 5.000 F CFP, +5,8 % pour les 1.000 F CFP et +4,7 % pour les 500 F CFP.

L'évolution des volumes respectifs d'émission de coupures de 10 000 F CFP et de 5 000 F CFP est directement liée à la politique d'approvisionnement des distributeurs et guichets automatiques de billets par les établissements bancaires.

**Emissions nettes de billets en valeur**  
(en milliards de F CFP)

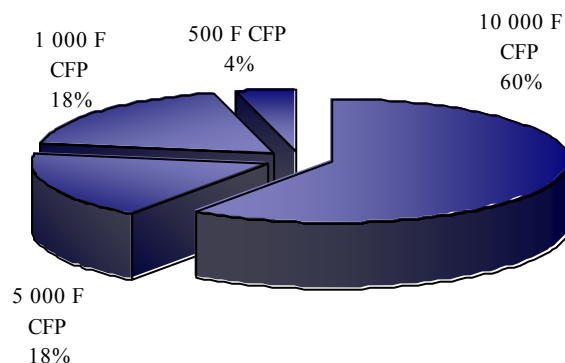


**Emissions nettes de billets en volume**  
(en milliers d'unités)

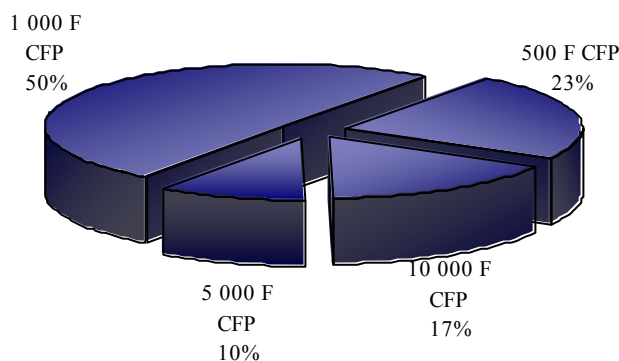


**Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP au 31 décembre 2005**

Répartition en valeur



Répartition en volume



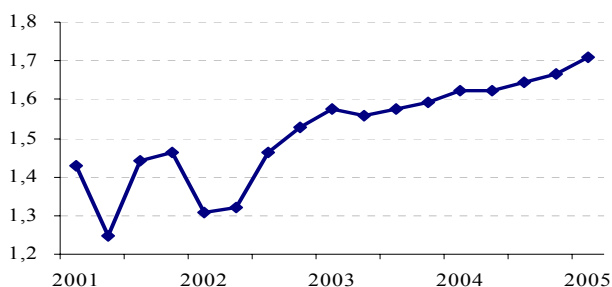


#### 3.1.2 L'émission de pièces CFP

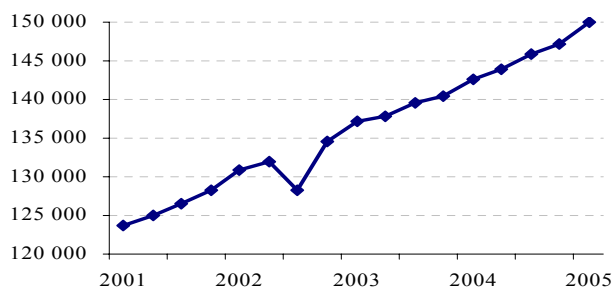
A fin décembre 2005, l'émission nette de pièces a progressé de 5,1 % en rythme annuel, représentant un total de 149,9 millions d'unités. En valeur, elle s'est inscrite en hausse de 5,4 % pour s'établir à 1,7 milliard de F CFP. L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : +5,7 % pour les 100 F CFP et pour les 50 F CFP, +4,6 % pour les 20 F CFP, +4,7 % pour les 10 F CFP, +5,5 % pour les 5 F CFP, +5 % pour les 2 F CFP et +5,2 % pour les 1 F CFP.

On constate toujours des volumes d'émission significatifs en pièces de 100 F CFP, essentielles au rendu-monnaie, et en petites coupures (5 F CFP, 2 F CFP et 1 F CFP) affectées d'une attrition importante.

**Emissions nettes de pièces en valeur**  
(en milliards de F CFP)

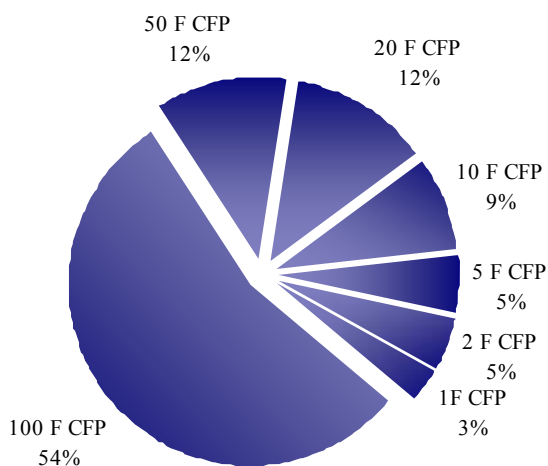


**Emissions nettes de pièces en volume**  
(en milliers d'unités)

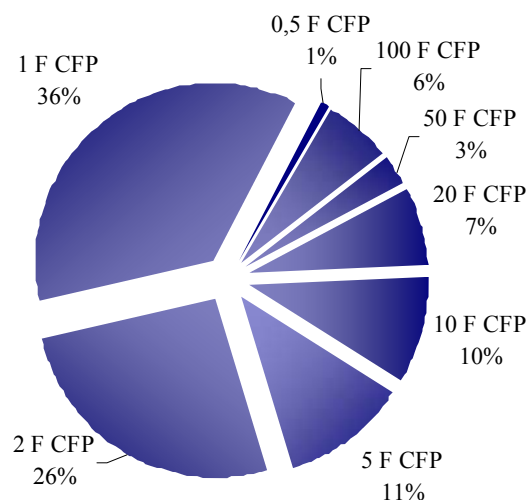


**Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP au 31 décembre 2005**

**Répartition en valeur**



**Répartition en volume**

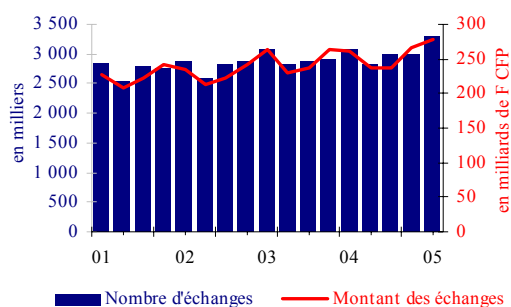


### 3. Autres activités de l'IEOM

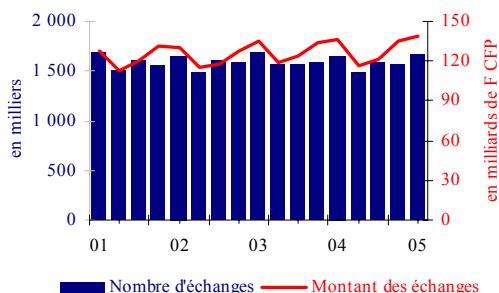
#### 3.2 Les systèmes d'échanges

L'activité de la chambre de compensation s'est accrue sur l'ensemble de l'année 2005 : entre décembre 2004 et décembre 2005, les volumes compensés sont passés de 11,7 millions à 12,1 millions d'opérations (+3,4 %) et les valeurs échangées de 991,3 milliards de F CFP à 1 018,5 milliards (+2,8 %).

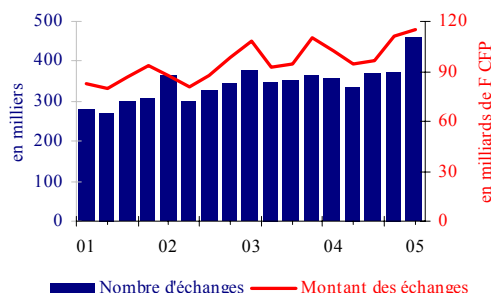
#### Compensation des échanges de valeurs



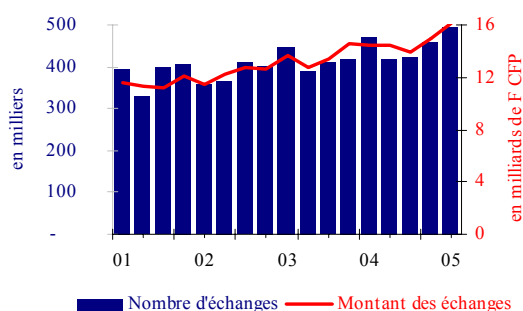
#### Compensation des chèques



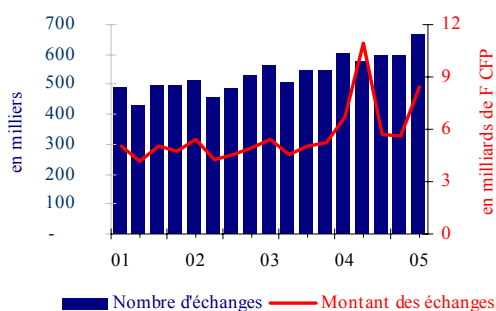
#### Compensation des virements



#### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



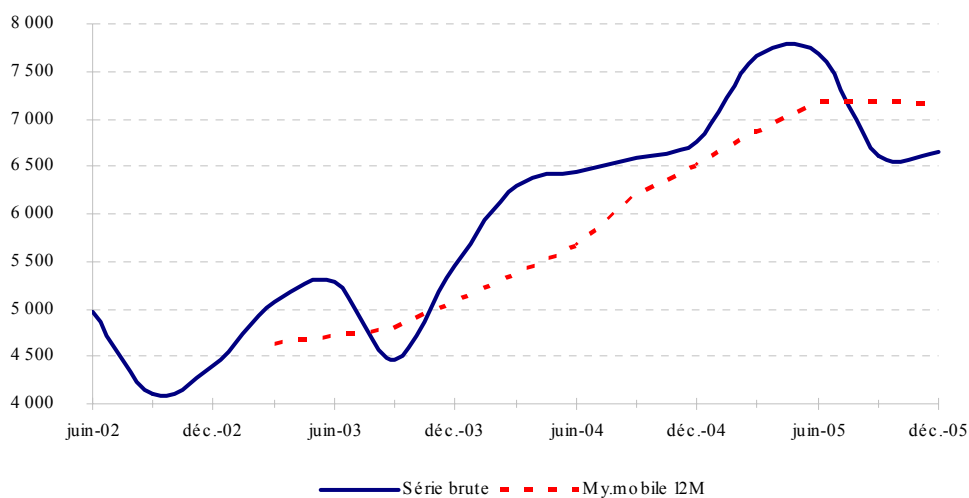
#### Compensation des opérations monétaires



#### 3.3 Le refinancement

Le portefeuille des crédits refinancés auprès de l'IEOM s'est établi à 6,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2005. Celui-ci s'est inscrit en retrait de 3,2 % en rythme annuel (6,8 milliards de F CFP en décembre 2004), en raison d'une baisse des crédits à moyen terme de 4,6 %. Quant aux crédits à court terme, ils se sont maintenus au même niveau qu'un an auparavant.

#### Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Patrick BESSE  
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer en mars 2006  
Dépôt légal : mars 2006- N° ISSN 0296-3116